

# L'INFO BOURG



GRATUIT

Le journal du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste | www.compop.net | Vol. 30, no. 3 | Juillet-Août-Septembre 2018

**Problème de logement?**

Comité populaire Saint-Jean-Baptiste  
418-522-0454

## Retour sur G7

Page 8-9



photo : L'activiste

Une délégation du communautaire lors de la Journée de perturbation organisée par le Réseau de résistance anti-G7.

## Des aménagements dans le quartier



**Un nouveau parc-école dans le quartier**

**Une place éphémère pour Saint-Jean-Baptiste !**

Page 3

**Bientôt une murale au parc Berthelot**

Page 7



**Des funérailles de la biodiversité à Québec**

Page 12

**LE FRAPRU**

**frappe encore ...**

Données statistiques, logement et mobilisation à l'ordre du jour

Page 15



**Upop**

Page 13

# L'INFO BOURG



Journal de quartier publié à 6 500 exemplaires, cinq fois par an depuis 1990, *L'Infobourg* est un média libre et participatif qui défend sans ambages les droits et les intérêts des classes populaires. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs et auteures. Écrivez-nous, passez nous voir!

Comité de rédaction pour ce numéro : Fabien Abitbol, Marie-Ève Duchesne, Pascaline Lamare.

Ont aussi contribué : Andrée O'Neill, Agathe Légaré, Vincent Baillargeon, Jade Pelletier-Picard, Marianne Taillefer, Catherine Gélinau, François Blay Martel, Yves Gauthier.

Mots croisés : Agathe Légaré

Infographie : Anne-Christine Guy

Photographie : Toutes les photos proviennent du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, sauf avis contraire.

Publicité : Marie-Ève Duchesne (418-522-0454)

Adresse : 780, rue Sainte-Claire, Québec, G1R 1P9  
Tél. : 418-522-0454

Site web: [www.compop.net](http://www.compop.net)

Courriel : [comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca)

Veillez noter que notre politique d'information est sur le site web du Compop : [www.compop.net/polinfo](http://www.compop.net/polinfo).

La publicité est la principale source de revenus de *L'Infobourg*. Le déficit d'opération du journal est assumé par le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, un organisme communautaire principalement financé par le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales, Centraide et par des activités d'autofinancement.

## Une occupation de rue festive pour réclamer le 30km/h dans le faubourg

Par Pascaline Lamare, texte paru sur le Bourdon du faubourg, le 11 mai 2018



Photo: Pascaline Lamare

Un slogan trouvé par l'un des résidents de la rue bloquée qui avait le mérite d'être très clair.

C'est sous une pluie battante que se sont réunis sur la rue Lavigneur une quarantaine de résidents et résidentes du faubourg, pour réclamer une limitation de la vitesse à 30km/h ainsi que des restrictions à la circulation de transit dans les rues résidentielles du quartier.

Cette initiative du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, dans le cadre de sa campagne « Dans Saint-Jean-Baptiste ... Wo les moteurs ! » a occupé, de manière festive et pendant près d'une heure et demie la rue Lavigneur (entre les rues Sainte-Marie et Olivier-Robitaille). Cette campagne exige la réduction de la vitesse automobile à 30km/h pour l'ensemble du faubourg Saint-Jean-Baptiste, sauf pour les rues partagées, déjà réduites à 20 km/h. La population citoyenne était encouragée à partager ses idées et solutions, ainsi qu'un hot-dog (ou plus). Des résidents et résidentes ont même offert un café aux personnes participantes, ce qui fut très apprécié.

Cette opération avait l'appui de plusieurs organismes, dont le Comité des citoyens du Vieux-Québec, Accès transports viables, le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), les AmiEs de la Terre de Québec, le Comité des citoyens et citoyennes du quartier Saint-Sauveur, l'Association pour la défense des droits sociaux Québec-métro et le Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec. Jean Rousseau, conseiller municipal de Cap-aux-Diamants, était également présent, et s'est joint aux demandes du Compop pour appuyer notamment les citoyens et citoyennes dans leur démarche d'appropriation de l'espace urbain.

« La vie va bientôt changer, ça commence à soir »

Plusieurs automobilistes n'ont pas pu emprunter leur trajet de transit traditionnel via Lavigneur ce jeudi 10 mai, pour rejoindre la côte d'Abraham et leur résidence. Plusieurs citoyens

et citoyennes motivés leur barraient la rue, tout en les informant de l'importance de limiter leur vitesse et la circulation de transit. Certains ont profité de l'occasion pour rappeler qu'il leur est impossible d'ouvrir leur fenêtre entre 16 h et 18 h, à cause du transit et de la vitesse. La représentante des AmiEs de la Terre a mentionné que ses proches lui rendant visite ne pouvaient laisser ses enfants jouer dans la rue, à la différence des quartiers de Sainte-Foy.

Pour Marie-Ève Duchesne, permanente du Comité populaire, la situation est urgente. « La réduction de la vitesse doit être une priorité. Il en va de la sécurité des résidents et résidentes qui sont trop souvent obligés de marcher directement dans la rue, étant donné les nombreux obstacles rencontrés dans le quartier », explique-t-elle.

La campagne s'inscrit dans une volonté à plus long terme de développer un quartier à échelle humaine plutôt que centré sur l'automobile. « La circulation de transit, l'éclairage de type boulevard urbain, les nombreux obstacles sur les trottoirs et les chutes de glace en fin d'hiver sont loin de préoccuper la Ville », ajoute Marc Boutin, membre du comité d'aménagement du Compop. « Les enfants risquent leur vie en sortant de l'école (...) c'est pas à l'automobile de nous imposer ses vues, c'est une intruse dans la le quartier », ajoute-t-il, réclamant du même souffle « davantage de rues partagées, des intersections en entonnoir, du marquage au sol, de plus longues traverses piétonnes jumelées à une diminution de la vitesse donneraient une densification harmonieuse du quartier ».

D'autres actions sont prévues dans les prochains mois. La réduction de la vitesse dans les rues résidentielles du quartier est avant tout une question de volonté politique. Alors, à quand le changement ?

## EN BREF



Photo: Fabien Abitbol

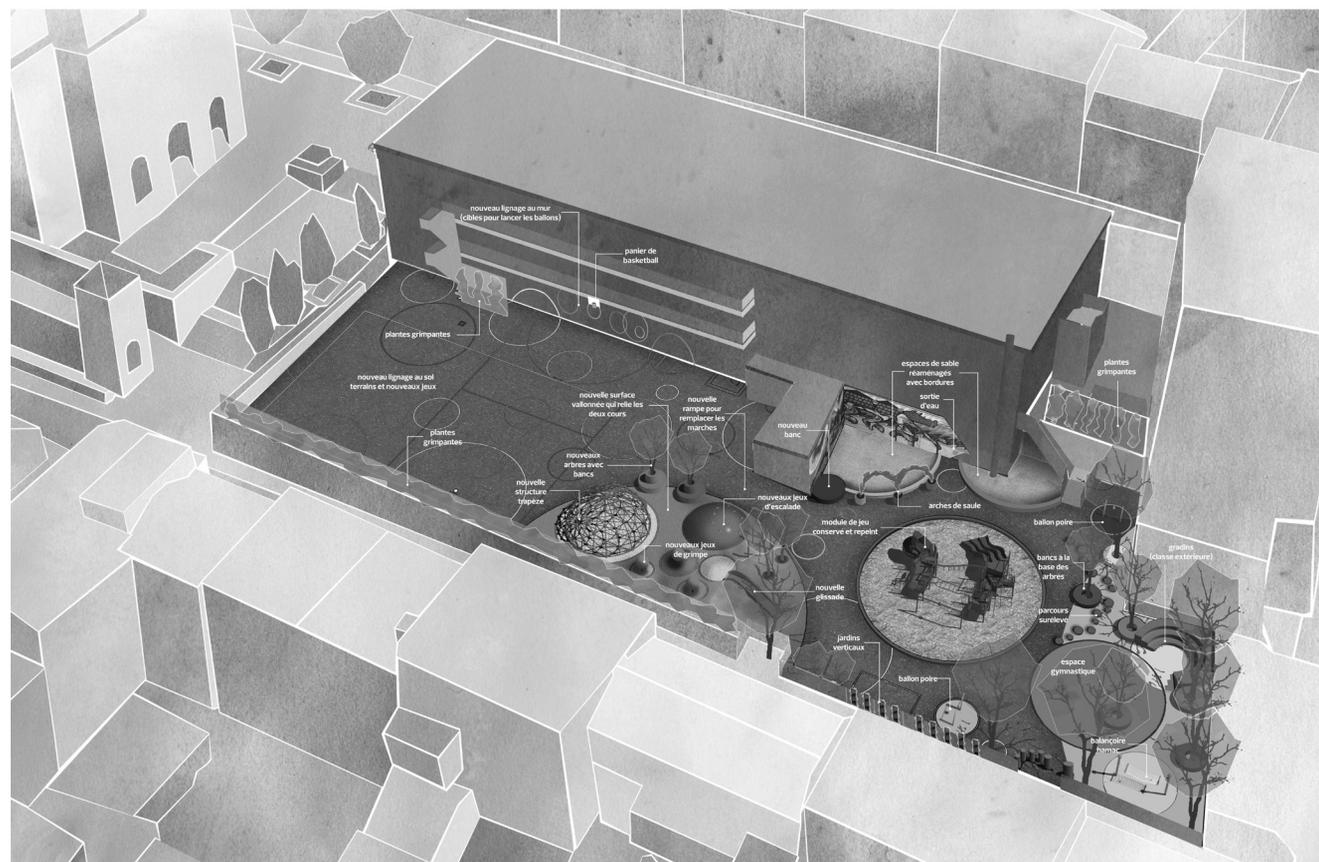
(M.-E. D.) Parlant des enjeux de circulation automobile dans le quartier, on a assisté, pendant quelques jours de juin au retour du panneau de vitesse tout près de la zone scolaire à 30 km/h sur la rue Saint-Jean. En effet, plusieurs témoignages nous laissent croire que la circulation automobile autour de l'école primaire du quartier est aussi un enjeu de sécurité. D'autres actions afin de continuer à mettre la pression pour diminuer la vitesse dans le quartier seront à prévoir dans les prochains mois.

Institut  
**Goarin**  
Isabelle  
Esthéticienne et massothérapeute agréée  
Soins du visage sur mesure - Épilations à la cire  
Massages - Cosmétiques naturelles et locales  
418 261-4044  
816 rue D'Aiguillon - [institutgoarin.com](http://institutgoarin.com)

**BIENVENUE  
À ÉPICERIE  
ET AUBERGE  
J.A. MOISAN.**  
699, rue Saint-Jean, Québec  
Tél.: 418-522-0685  
[www.jamoisan.com](http://www.jamoisan.com)  
[j.a.moisan@bellnet.ca](mailto:j.a.moisan@bellnet.ca)

# Un nouveau parc-école dans le quartier

Catherine Gélinau, directrice de l'école Saint-Jean-Baptiste  
François Blay Martel, président du conseil d'établissement de l'école Saint-Jean-Baptiste



Photos : école Saint-Jean-Baptiste

## Une place éphémère pour Saint-Jean-Baptiste !



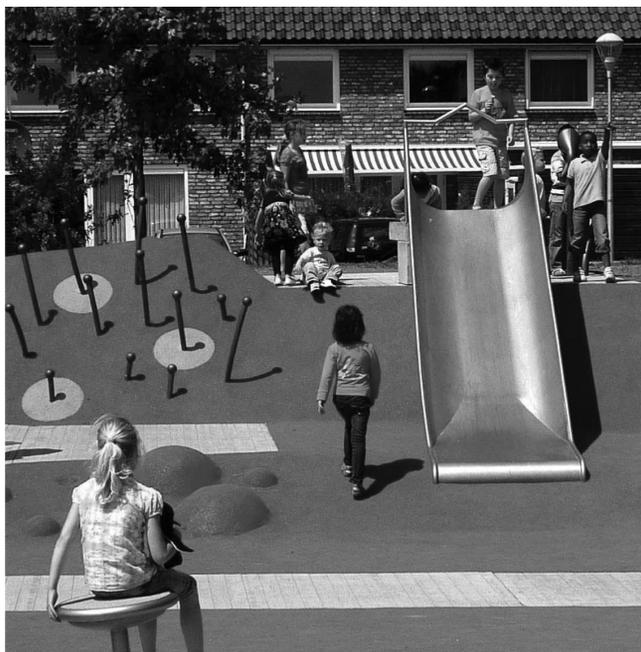
Photo : SDC Faubourg Saint-Jean

(La rédaction) Une nouvelle place éphémère fera bientôt son apparition dans le quartier Saint-Jean-Baptiste : le Passage Olympia. Ce nom fait référence à l'ancienne salle de théâtre et de cinéma l'Olympia de Québec. La conceptualisation de la place en sera d'ailleurs grandement inspirée.

Situé au 869, rue Saint-Jean, tout près de la SAQ, le projet permettra de transformer l'espace, actuellement utilisé en stationnement de surface, en un lieu accessible et ouvert à tous et à toutes. En plus de contribuer à la vitalité et à l'animation de la rue Saint-Jean, le Passage Olympia viendra créer un lien piétonnier sécuritaire entre l'artère commerciale et la colline Parlementaire.

Le projet proposera un lieu identitaire qui sera animé par les gens du quartier. Musique, soirées cinéma, animations sportives et petits marchés seront de la partie. Des œuvres de l'artiste Fred Jourdain orneront aussi la place.

La place sera ouverte au public à la fin de juillet. La réalisation du Passage Olympia est issue d'une consultation entre les acteurs et actrices du milieu (conseil de quartier, Comité populaire Saint-Jean-Baptiste ainsi que le Bourdon du Faubourg) et la SDC Faubourg Saint-Jean/Quartier Saint-Jean-Baptiste. Elle est réalisée grâce au soutien financier de la Ville de Québec et d'Industrielle Alliance, partenaire officiel du Passage Olympia.



Depuis 2014, l'équipe de l'école Saint-Jean-Baptiste, accompagnée de parents et de différents partenaires de la communauté, réfléchit au réaménagement du parc-école, de façon à en faire un lieu plus actif, plus créatif, plus vert et plus sécuritaire. Les dernières rénovations du parc-école datant de 1998, la clientèle de l'école étant en augmentation constante, il apparaît nécessaire de réfléchir à un espace plus convivial pour les élèves, leur famille et, par la bande, les résidents et résidentes du quartier qui utilisent le parc-école en dehors des heures scolaires.

Une vaste consultation a eu lieu cette année afin de cibler adéquatement les besoins de tous et toutes, ce qui a donné place à un comité ayant réfléchi, avec l'aide de parents architectes bénévoles, à un lieu pouvant permettre de nouvelles aires de jeux et de nouveaux espaces invitant aux rencontres et à la détente.

Le début des travaux, évalués à 210 000 \$, est prévu pour l'été 2019. D'ici là, l'organisme de participation de parents de notre école travaille avec ardeur à mettre en place des initiatives de financement et à recueillir les dons et commandites qui pourront permettre la réalisation de ce projet qui nous tient tant à cœur.

RETROUVEZ-NOUS SUR LE WEB



compop.net



Charlotte, Solange et Jean-Philippe Courtemanche

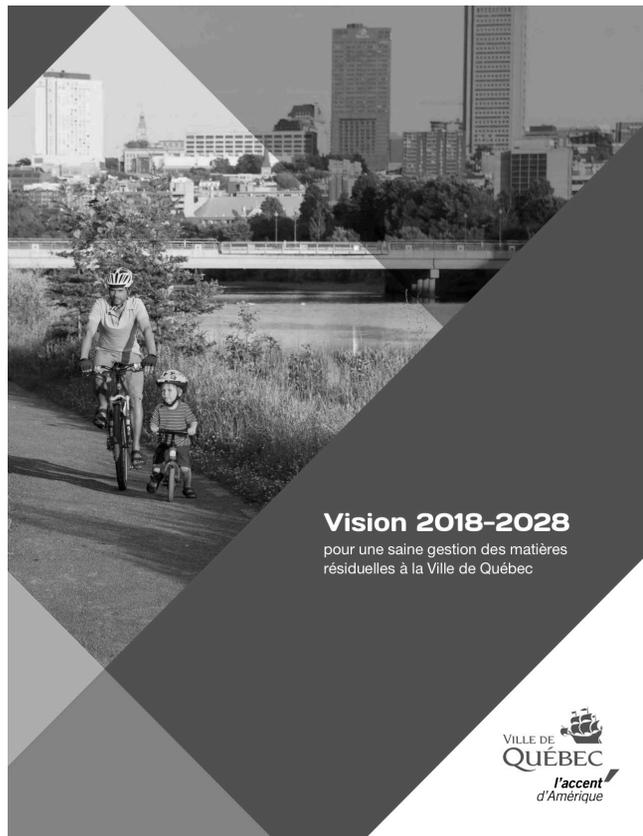
## L'inter Marché Saint-Jean

Livraison du lundi au samedi.  
Ouvert tous les jours, de 8 h à 23 h!

418-522-4889,  
850, rue Saint-Jean

# Vision 2018-2028 pour une saine gestion des matières résiduelles : un plan taillé sur mesure pour donner bonne conscience ?

Par Andrée O'Neill



**Vision 2018-2028**  
pour une saine gestion des matières résiduelles à la Ville de Québec



Le 15 mai, la Ville de Québec a dévoilé sa *Vision 2018-2028 pour une saine gestion des matières résiduelles*. « Un plan fort, ambitieux », s'est réjoui la responsable des dossiers de l'environnement à la Ville, Suzanne Verreault, au conseil municipal du 22 mai.

La *Vision 2018-2028* comprend 27 actions réparties en trois « piliers » ou axes d'intervention : cohérence (la Ville doit adopter des pratiques internes responsables et donner l'exemple aux citoyens et citoyennes), responsabilisation (qui consiste en grande partie à sensibiliser la population) et accès au tri (toutes les matières seront visées et les résidents et résidentes, sans exception, auront accès à des infrastructures efficaces. Par exemple, on sait qu'à l'heure actuelle, beaucoup d'immeubles de neuf logements ou moins n'ont pas de gros bac roulant.

Québec se donne comme objectif, d'ici dix ans, de détourner de l'incinération ou de l'enfouissement au moins 82 % des matières résiduelles de son territoire, au lieu des 55 % actuels.

Pour que ce troisième pilier de l'accès au tri devienne réalité, la Ville projette notamment de moderniser le centre de tri, de doter tous les immeubles sans exception de contenants à gros volume et de construire deux nouveaux écocentres – elle en avait pourtant fermé deux en 2014 –, dont un pour les commerces, institutions et industries. Elle prévoit aussi qu'un des deux nouveaux écocentres sera mobile, ce qui serait à première vue avantageux pour des populations peu motorisées comme celle du quartier Saint-Jean-Baptiste. Quiconque a déjà voulu se départir de matériaux non acceptés dans le bac bleu sait combien les écocentres sont peu accessibles.

La *Vision 2018-2028* prévoit aussi la construction de l'usine de biométhanisation, dont on parle depuis un bon bout de temps et qui permettrait de valoriser la quasi-totalité des matières putrescibles, et la modernisation de l'incinérateur par l'ajout de deux brûleurs au gaz naturel. Elle se propose également de cesser l'incinération des boues, de réduire l'empreinte carbone des camions de collecte, de valoriser la vapeur produite par l'incinérateur, etc.

Mais une grande partie des mesures annoncées dans la *Vision 2018-2028* étaient contenues dans le plan de gestion des matières résiduelles de 2004 et n'ont jamais été pleinement mises en œuvre. Si le passé est garant de l'avenir...

C'est ce qu'a fait remarquer le Mouvement pour une ville zéro déchet, qui s'est dit plutôt déçu de l'absence de mécanismes de suivi et de reddition de comptes.

Et malgré toutes les bonnes intentions de ce plan, si les infrastructures en aval de la récupération et du tri sont inexistantes ou insuffisamment fonctionnelles, s'il n'y a pas de débouchés vraiment écologiques pour les matières que nous trions religieusement, nos gestes quotidiens n'aboutiront qu'à un cul-de-sac. À titre d'exemple, comme la seule usine de recyclage du verre au Québec a fermé ses portes il y a quelques années, les bouteilles que nous déposons dans notre bac servent maintenant en majeure partie comme matériau de recouvrement dans les sites d'enfouissement ou pour les autoroutes. Pour la cohérence, on repassera.

D'autre part, pour ce qui est du volet de la responsabilisation, le mot sensibilisation est omniprésent, mais il ne se dit pas grand-chose sur la réduction à la source des matières résiduelles, qui est pourtant justement le pilier essentiel de la consommation responsable.

On ne peut pas dire non plus que la *Vision 2018-2028* contient quoi que ce soit de bien prometteur pour lutter contre l'obsolescence programmée. L'engagement de la Ville se limite, comme on peut le voir au point C6 du volet Cohérence, à « participer aux démarches gouvernementales concernant l'écoconception des produits et l'élargissement du Programme de responsabilité élargie des producteurs ». Même si les administrations municipales ont en général moins de prise sur le problème très global de l'obsolescence programmée, le volet « sensibilisation » de la *Vision 2018-2028* aurait gagné à inclure (rêvons un peu) des politiques et des stratégies qui encouragent la décroissance.

Sur ces points, les citoyens et citoyennes ont encore une fois une longueur d'avance sur leurs gouvernements, entre autres avec des initiatives comme le groupe Facebook Touski se répare ou le Mouvement pour une ville de Québec zéro déchet.

Souhaitons que les bonnes intentions annoncées dans la *Vision 2018-2028 pour une saine gestion des matières résiduelles* se traduisent par des actions, mais espérons surtout que ce plan de gestion des matières résiduelles ne serve pas qu'à nous donner bonne conscience.

## EN BREF

### Bégin : un éternel recommencement ?



Le projet du 500, Saint-Jean en est un de dix condos avec une partie commerciale sur la moitié du rez-de-chaussée.

(M.-E. D.) Nous voilà au début des beaux jours de l'été et rien ne semble avoir avancé à l'ancienne boucherie Bégin située au 500, rue Saint-Jean. Rappelons que le groupe Genius annonçait aux médias en août 2017 avoir acquis l'édifice, obtenu le feu vert de la Commission d'urbanisme, et attendait les dernières préventes pour entamer la démolition. À l'hiver dernier, à l'occasion d'une assemblée publique du conseil de quartier (sollicité pour donner son avis sur le devenir de la boucherie Bégin et sur une modification de zonage), Jean-Michel Munger, porteur du projet, avait dit qu'il espérait pouvoir entamer le désamiantage et la démolition en mars 2018. Au moment d'écrire ces lignes, aucune pierre n'avait bougé et la boucherie Bégin continuait sa dégradation au cœur du quartier.

Sauf si leur site Internet n'est pas à jour depuis des mois, on est encore loin des « dernières préventes » attendues dix mois plus tôt, le permis ayant été délivré en suivant les recommandations du conseil de quartier (soit pour dix logements maximum). En effet, selon le site Internet faisant la promotion du projet du « 500 St-Jean », en date du 18 juin, seulement deux unités avaient été vendues et une seule unité était réservée. Si un certain nombre de ventes doivent être préalables au début des travaux, à ce rythme, gageons que nous aurons encore droit à quelques printemps aux odeurs nauséabondes de décomposition. Aurons-nous droit à un éternel recommencement avec ce projet qui ne semble pas (tout comme le projet précédent) soulever les passions immobilières ?

Rappelons aussi qu'en juin 2017, le Comité populaire avait déposé une pétition recueillant 655 noms, qui demandait la seule option envisageable, soit l'expropriation pure et simple du propriétaire de cet édifice abandonné depuis 2012 pour permettre un projet de logement social.



Vestiaire du  
Faubourg

780 Ste-Claire, Québec

**Heures d'ouverture**

Lun - Mar - Mer : 12h à 16h  
Jeu - Ven : 12h à 20h  
Samedi : 12h à 16h

La petite friperie de  
Saint-Jean-Baptiste

Merci pour vos dons !



**LE CRAC**  
**ALIMENTS SAINS**

**LA CAROTTE JOYEUSE**

690, rue St-Jean  
Québec (Québec) G1R 1P8  
Tél: 418-647-6881  
Fax: 418-647-3953  
Courriel: info@lecrac.com



**Conseiller en sécurité financière**  
**Conseiller en assurances collectives**

**Michel Yacoub**

- ▶ Assurance Collective
- ▶ Assurance Salaire
- ▶ Assurance Vie
- ▶ R.E.E.R Collectif
- ▶ R.E.E.R

501 14<sup>e</sup> Rue  
Québec, Qc. G1J 2K8  
Tél. : (418) 529-4226  
Fax : (418) 529-4223  
Ligne sans frais 1-877-823-2067  
michel.yacoub@sympatico.ca

# Erico, trente ans de douceurs chocolatées dans le quartier

Par Pascaline Lamare

Erico a presque toujours été dans le faubourg, n'eût été un court passage dans Limoilou et un tout aussi court sur Langelier. L'origine, Éric Normand, qui se dit autodidacte et passionné, s'installe dans le local de l'actuel Cantook, au 575, rue Saint-Jean. Puis, en 1993, la chocolaterie change de trottoir pour s'installer à son endroit actuel, au 634, rue Saint-Jean. Le choco-musée est ensuite créé en mai 2000, dans un tout petit recoin de la boutique, qui n'occupe alors que la partie droite du local que l'on connaît aujourd'hui. Ce local s'agrandit en 2001, puis en 2007, lorsque le local adjacent devient disponible. Aujourd'hui, le choco-musée a son propre espace, et la boutique le sien.

À C'est en 2014 que les actuels propriétaires, Cédric Allain et Éric Louinet s'associent et reprennent le flambeau. Cédric, pâtissier-chocolatier-glaçier, et Éric, pâtissier-chocolatier-boulangier, ont été formés en France, et y ont exercé plusieurs années ; ils ont également travaillé au Québec, avant de tenter l'aventure par eux-mêmes.

Outre Cédric et Éric, deux chocolatières travaillent avec eux dans le petit atelier. La formation n'existant pas au Québec, il est difficile de trouver des professionnels, qui doivent donc compléter leur apprentissage dans la boutique ou venir de l'extérieur. Comme pour beaucoup d'autres métiers de bouche, le manque de personnel est criant. Ce défi n'arrête pas Érico, qui offre désormais plus que du chocolat. Bûches à Noël, pâtisseries (au chocolat, évidemment !) et glaces en période estivale (on serait tenté de nouveau de dire « évidemment ! », mais l'étroitesse des locaux fait en sorte que c'est toute une aventure ; une bonne glace, ça se mérite !) permettent de satisfaire les papilles des bouches gourmandes du quartier. Et celles des touristes également, qu'ils débarquent du terminal de croisière ou qu'ils séjournent dans l'un des gros hôtels du quartier, qui sont de plus en plus friands de produits locaux pour leur clientèle.

Et pour l'avenir ? Érico est un peu à l'étroit dans ses locaux actuels et cherche un autre local, idéalement sur Saint-Jean. Nos estomacs espèrent bien qu'il reste à proximité, pour profiter du talent de ces deux artisans passionnés.

Bons plans :

En période estivale, le mardi soir à partir de 18 h, vous obtiendrez deux glaces pour le prix d'une.

À l'occasion du 30e anniversaire, un rabais de 30 % est offert chaque semaine sur un produit différent.



Les propriétaires actuels, Cédric Allain (à droite) et Éric Louinet (à gauche) vous attendent avec le sourire pour vous présenter les produits avec lesquels vous pourrez vous régaler.

## 45e Semaine de la dignité des personnes assistées sociales

### Des groupes inquiets pour le droit à la dignité des prestataires d'aide sociale

(La rédaction) Pour la 45e Semaine de la dignité des personnes assistées sociales, les groupes de défense de droits des personnes assistées sociales de Québec se sont présentés à une banque alimentaire, le 10 mai dernier, pour informer les gens de leurs droits face aux nouvelles modifications à l'aide sociale et pour faire part aux médias de leurs inquiétudes quant aux orientations discriminatoires empruntées par le ministre de la Solidarité sociale, François Blais.



Ces groupes s'inquiètent des conséquences des dernières réformes à l'aide sociale et de celles en préparation. Le projet de loi sur un « revenu de base », si adopté un jour par l'Assemblée nationale, augmenterait les prestations de certains prestataires. « C'est une très bonne nouvelle pour ces personnes, malheureusement le « grand privilège » de pouvoir couvrir ses besoins de base ne sera permis que pour un petit nombre de prestataires de l'aide de dernier recours, les autres seront dans une zone de pauvreté structurée par l'État et seront étiquetés encore davantage, sur la base de critères très discutables », affirme Monique Toutant, co-porte-parole de l'action.

De l'autre côté du spectre, on retrouve le programme Objectif emploi qui, selon les organismes présents, crée une main d'œuvre bon marché et captive. « Nous tenons à informer les gens sur ce programme, car les conséquences sur leurs conditions de vie risquent d'être très graves, d'autant plus qu'ils et elles auront des recours très limités », poursuit madame Toutant, elle-même prestataire.

#### Élimination de la pauvreté, un constat d'échec

« On a souvent l'impression que les ministres sont déconnectés de la réalité. La réalité, c'est ce qui se passe maintenant : les gens sont toujours plus nombreux à laisser leur dignité à la maison pour venir chercher de l'aide alimentaire, jour après jour. Pour nous, c'est là un grave constat d'échec de l'État, dans un pays comme le nôtre, qui a les moyens de faire autrement », s'indigne Marielle Bouchard, militante salariée à ROSE du Nord.

#### La dignité des personnes, un défi au quotidien

Madame Tourant rappelle le contexte social dans lequel les prestataires évoluent aujourd'hui : « L'aide sociale est l'un des stigmates les plus lourds à porter dans notre société. Les plus grands obstacles à la dignité des personnes assistées sociales sont les préjugés et les mesures d'austérité ».

#### Des changements profonds souhaités pour arriver à un véritable revenu de base

« La meilleure nouvelle possible, pour nous, concernant l'adoption de ce projet de loi (PL-173), serait qu'il soit transformé en un réel revenu de base, c'est-à-dire en-dessous duquel personne n'est tenu de voter ; un véritable barème plancher, sans exclusion. Bref, avec un tel programme, on pourrait même éliminer l'aide sociale et tous les défauts qui y ont été ajoutés au fil des réformes », suggère Marielle Bouchard.

Cette action a été organisée par l'Association de défense des droits sociaux du Québec métropolitain (ADDS-QM) et le Regroupement des femmes sans emploi du Nord de Québec (ROSE du Nord). Ces groupes revendiquent un « revenu social universel garanti » comme projet de société porteur pour une réelle lutte à la pauvreté.



# Enjeux électoraux : entre espoir et découragement

Par Vincent Baillargeon



Le 1er octobre prochain, la population québécoise sera invitée aux urnes pour choisir le prochain gouvernement de la province. Avant le jour J, serrage de mains, tournée des marchés aux puces, débats enflammés et, bien évidemment, promesses électorales seront à l'ordre du jour. Pour la circonscription de Taschereau et plus particulièrement pour les résidents et résidentes du quartier Saint-Jean-Baptiste, cette campagne soulèvera plusieurs enjeux qui nécessiteront des réponses claires.

Au niveau local et national, de nombreux enjeux devront être pris en main pour protéger le filet social de la population et ainsi améliorer la qualité de vie des personnes. Sans avoir la prétention de faire une liste complète, voici quelques enjeux qui ont touché le quartier dans les dernières années. Espérons qu'ils feront partie des débats en septembre prochain.

## Services publics et austérité

Au cours des dernières années, les gouvernements en place nous ont imposé le modèle néolibéral, modèle qui se traduit par une diminution du rôle social de l'État, qui favorise la marchandisation et la privatisation des services publics ainsi que la réduction du filet social. Une opposition des groupes sociaux face à ces coupures drastiques a bien été réalisée. Cependant, force est d'avouer que nous n'avons pas gagné toutes les batailles.

C'est d'ailleurs le cas avec la réforme en santé du ministre Barrette qui a eu des répercussions dans notre quartier. En effet, l'unité de médecine familiale (UMF) de la Haute-Ville a mis fin aux consultations sans rendez-vous pour les personnes n'ayant pas de médecin de famille. Cette décision a réduit directement l'accessibilité des soins de santé, et ce notamment pour les personnes les plus vulnérables de notre société et de notre quartier : les femmes, les familles, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite ainsi que celles souffrant de maladie chronique.

## Action communautaire autonome

Une grande campagne nationale de mobilisation qui unit tous les secteurs de l'action communautaire autonome partout au Québec est en cours depuis 2016. Les groupes souhaitent retrouver leur capacité d'agir pour assumer pleinement leur mission. Pour cela, ils auraient besoin de 475 millions de dollars de plus par année et de l'indexation de leurs subventions. De plus,

l'autonomie des organismes est primordiale pour leur mission d'éducation populaire et les pratiques alternatives visant l'amélioration de la qualité de vie de la population.

## Aide sociale

Une petite révolution a lieu en ce moment à l'aide sociale. Le « revenu de base », principale mesure du 3e plan de lutte à la pauvreté, pourrait permettre à 84 000 personnes assistées sociales avec des contraintes sévères à l'emploi de voir leur revenu disponible annuel augmenter à 18 000 \$. Par contre, ce plan d'action laisse tomber environ 800 000 personnes en situation de pauvreté au Québec. De plus, à la suite du programme Objectif Emploi, plusieurs mesures et incitatifs punitifs ont été instaurés pour les prestataires d'aide sociale. Rien dans les programmes actuels ne nous dit comment s'assurer de vaincre les préjugés qui collent aux prestataires d'aide sociale. Comment s'assurer que ces politiques ne créent pas une main-d'œuvre bon marché, avec des conséquences négatives sur la vie des gens ? Comment intervenir pour ne laisser personne derrière avec des critères aussi arbitraires ? Toutes ces questions demeurent sans réponse.

## Réalités des ménages locataires

D'après le recensement de 2016, un ménage sur trois, au Québec, doit consacrer plus de 30 % de son revenu pour se loger, un pourcentage considéré comme démesuré par les gouvernements. Ce sont donc 457 350 ménages locataires qui doivent couper dans la nourriture, les vêtements et les loisirs pour réussir à boucler leur fin de mois. Malgré les besoins, Québec ne finance que 3 000 nouveaux logements sociaux par année, dont moins du tiers ont été livrés officiellement l'an dernier.

Depuis 2016, le phénomène de l'hôtellerie illégale a de plus en plus d'impact dans le quartier. En effet, dans le quartier Saint-Jean-Baptiste, 110 logements étaient offerts sur Airbnb en avril 2016, il y en avait 180 en mai 2017, pour atteindre 264 à l'automne 2017. Il faut aussi savoir que la location de ces logements ne se fait pas de manière sporadique ou irrégulière. Avec la montée de l'hôtellerie illégale, des impacts inflationnistes sur les loyers et une détérioration du tissu social se font ressentir pour les résidents et résidentes du quartier.

Pour un quartier comme le nôtre, où les chantiers de condos se multiplient, où très peu de logements sociaux sont livrés et

où les loyers augmentent, on est en droit de s'inquiéter de la capacité des ménages locataires à faible et modeste revenus d'y demeurer.

## Une vision globale pour le quartier

Plusieurs autres sujets affectent le quartier depuis des années : pensons au financement des transports en commun et au grand flux de voitures circulant dans le quartier, notamment avec le débat du 3e lien, ainsi que le réseau structurant de transport en commun. Ajoutons à cela le manque d'espaces verts et la pollution atmosphérique, avec des projets tels que Beauport 2020 ou le cas de l'incinérateur de Québec. La montée de la xénophobie et du racisme, spécialement avec l'arrivée des personnes réfugiées haïtiennes, ou encore le manque de courage politique avec l'annulation de la consultation sur le racisme systémique et la montée du racisme ont aussi attiré notre attention dans les derniers mois.

Autant de sujets qui méritent d'être débattus et discutés dans l'espace public. Espérons que les partis politiques sauront se montrer à la hauteur de leur tâche...

## Une fête de quartier sous le soleil

(La rédaction) La Fête du faubourg Saint-Jean se tenait la fin de semaine du 15 au 17 juin, en même temps que la onzième édition de la Fête de la musique, dont toutes les scènes avaient été érigées sur la rue Saint-Jean. Pour l'occasion, la rue était rendue aux piétons et piétonnes, et c'est une foule familiale qui a profité du beau temps pour se promener et assister ou participer aux diverses activités proposées.



Encore une fois, la fête du quartier fut bien achalandée, surtout pour la première journée de fermeture de rue, le 16 juin.

Contrairement aux années précédentes, peu d'organismes communautaires avaient fait le choix de tenir une table lors de l'événement. Déplacés à proximité de l'école Saint-Jean-Baptiste (alors qu'ils se trouvaient le long de l'église les années précédentes), seuls le Conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste, le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, l'école Saint-Olivier et un parti politique (sans sa candidate) ont tenu un stand sur les deux journées. Un élu fédéral était aussi présent avec une partie de son équipe le dimanche.

En revanche, les activités à destination des plus jeunes ont été plus nombreuses : 12 petits entrepreneurs ont pu goûter aux joies du profit individuel en vendant leurs productions devant l'école, qui pour sa part offrait des jardinières de fleurs pour récolter des fonds en vue de financer le projet de parc-école, faute de financements publics. Ateliers de skateboard, d'art de déplacement urbain et d'escalade se tenaient également sur la rue. Les plus petits ont également pu faire sortir leur Riopelle intérieur en peignant la rue de vives couleurs.

Plusieurs concerts, pour tous les goûts, se sont donnés sur ces trois jours (Fête de la musique oblige), que ce soit sur l'une des scènes désignées ou simplement dans la rue. Pour être totalement dans l'ambiance, le piano public est de retour devant le Cantook, et s'est fait faire une beauté au cours de la fête.

Bien que la fête soit prévue pour durer toute la fin de semaine, le dimanche fut bien moins achalandé. Quoi qu'il en soit, pouvoir disposer de la rue en toute sécurité semble avoir fait le bonheur des citoyens, citoyennes, commerçantes et commerçants, et chacun peut ainsi se réapproprier la rue comme bon lui semble.

# De nouvelles têtes au conseil de quartier

Par Fabien Abitbol

À l'occasion de l'Assemblée générale annuelle du conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste (CQSJB), au début d'avril, avaient lieu comme chaque année des élections. Vu que plusieurs membres administrateurs avaient démissionné ou ne se représentaient pas, le renouvellement fut important... et n'est pas fini : un poste réservé aux femmes sera en élection début septembre.



De gauche à droite : Priscilla Corbeil, Charles Gosselin-Giguère, Isabelle Barrière et François Talbot

Désormais, le benjamin du conseil d'administration (CA) est Charles Gosselin-Giguère, plus jeune d'un an que Laurie Vallières, qui avait fait son retour au CA en avril 2017 (lire *L'Info-bourg* de mai 2017). Charles n'est pas tout à fait un inconnu, pour les habitués : administrateur coopté depuis octobre 2017, il siège depuis novembre au conseil de quartier. Il s'occupe désormais des relations avec la SDC, jusqu'alors entre les mains de Michel Hallé, qui ne se briguaient pas de nouveau mandat. Titulaire d'une maîtrise en architecture, ce Lévisien d'origine est étudiant en design urbain. Il a choisi Saint-Jean-Baptiste entre autres pour la distance de marche entre son domicile et le lieu de ses études.

Ce qui l'intéresse au CQSJB, ce sont entre autres les consultations publiques car « plein de sujets sont abordés en deux heures », la recherche d'un mode de vie durable, et l'implication citoyenne. Un bénévolat qu'il trouve bien différent de ce que l'on apprend à l'école.

Tout comme Charles Gosselin-Giguère, Priscilla Corbeil vient de Lévis. Elle a vécu dans plusieurs quartiers de Québec avant de se poser en 2016 dans Saint-Jean-Baptiste, quartier qui lui fait penser par certains aspects au Vieux-Lévis. Intéressée par la vie politique et l'engagement citoyen, Priscilla a suivi des études en sciences de l'éducation et rédige actuellement son mémoire de maîtrise en psycho-pédagogie.

Elle souhaite particulièrement s'impliquer dans les problématiques du développement du quartier, de l'amélioration de la qualité de vie, et des transports en commun.

François Talbot, chercheur et doctorant en sociologie « à temps partiel », s'est aussi installé en 2016 dans Saint-Jean-Baptiste, un « coeur de la cité » qu'il apprécie pour sa vie culturelle et politique. À propos de politique, son visage et son nom ne sont pas totalement inconnus : il était candidat indépendant pour le district Cap-aux-Diamants lors des élections municipales de novembre 2017.

Intéressé par la démocratie municipale, François considère qu'un conseil de quartier a la capacité d'initier et de développer « des projets concrets », notamment en terme d'aménagement du territoire et de développement durable, visant l'amélioration des milieux et conditions de vie des résidents et résidentes.

Isabelle Barrière est à l'emploi dans l'administration du CHU de Québec. Cette néo-résidente de Saint-Jean-Baptiste a le « goût d'accomplir une action citoyenne », parce que « c'est bien beau de chialer, mais... », dit-elle. Peut-être l'avez-vous aperçue lors des deux journées d'animation sur la rue Saint-Jean à la

mi-juin, puisque dès le mois de mai, à l'occasion de son premier conseil d'administration post-élections, elle a été chargée de s'occuper de l'organisation de la participation du conseil à la fête annuelle du faubourg.

Cerise sur le sundae : Isabelle est mère d'une petite fille de six ans, scolarisée à l'école Saint-Jean-Baptiste. Or, depuis juin 2014 et le départ de Willem Fortin, père de quatre enfants, aucun administrateur n'avait d'enfant en âge scolaire. Un manque criant en matière de diversité de la représentation au conseil de quartier.

Par ailleurs, pour assurer la prise de notes et la mise en forme des procès-verbaux, l'embauche d'une nouvelle personne devrait être officialisée en septembre prochain. Coïncidence : il s'agirait d'Audrey Jolicoeur, une femme qui, elle aussi, a une fille de six ans scolarisée à Saint-Jean-Baptiste.

Avec le départ de Michel Hallé, qui assurait entre autres la vice-présidence du conseil, il n'y a désormais plus que trois personnes de 55 ans et plus parmi les administrateurs.

Mais le CA du CQSJB n'est pas complet : il reste un poste à combler pour une femme, et une élection aura lieu début septembre. Pour tout renseignement sur la présentation de candidature, vous pouvez écrire au bureau d'arrondissement (courriel : conseilquartier.saint-jean-baptiste@ville.quebec.qc.ca) ou joindre un administrateur bénévole par l'intermédiaire du bouton « Nous contacter » de la page Facebook (facebook.com/CQSJB).

## Bientôt une murale au parc Berthelot

Par Fabien Abitbol

Ces derniers jours, vous avez pu remarquer que la Ville installait des arbres dans le faubourg Saint-Jean. Cela n'empêche pas le comité d'embellissement du conseil de quartier de Saint-Jean-Baptiste de poursuivre ses (plus modestes) activités...

Lors de la Fête du Faubourg des 16 et 17 juin, le comité d'embellissement mettait à disposition des passantes et passants un petit fascicule tout frais réalisé, qui contenait entre autres une photo de la corvée de nettoyage effectuée le 13 juin sur la rue Saint-Olivier par Graff'Cité. On y trouvait aussi le rappel de la corvée de nettoyage qui aura lieu en septembre sur la rue Richelieu, ainsi que des conseils et adresses utiles pour améliorer notre quotidien.



Un dépliant présentant les différents projets d'embellissement du quartier a été distribué lors de la Fête du faubourg, mais est aussi disponible à la bibliothèque du quartier ou dans certains commerces.

Par ailleurs, l'annonce d'une future murale en bordure du parc Berthelot y est faite. Cette fresque sera réalisée à l'automne en médiation culturelle avec la Maison des jeunes et deux artistes, Carl Lampron et Patrick Beaulieu, qui donneront des ateliers de sensibilisation aux graffitis, d'initiation au dessin et de création artistique. Il s'agit d'un partenariat entre le conseil de quartier, la Maison des jeunes, la division de la culture, du loisir et de la vie communautaire de la Ville, et les deux artistes en question.

Si vous n'avez pas eu ce dépliant à l'occasion de la Fête et que vous ne l'avez pas vu en dépôt à la bibliothèque Claire-Martin ou dans un commerce, pour pouvez écrire à l'adresse courriel suivante : sjb.graff@gmail.com. Le comité d'embellissement du conseil de quartier se fera un plaisir de vous l'envoyer en version électronique.

# Entre résistance et répression

Par Marie-Ève Duchesne



La manifestation du 7 juin était organisée par le Comité populaire, le RÉPAC 03-12, Eau Secours, le Réseau de résistance anti-G7 et Ni Québec, ni Canada : projet anticolonial.

Il n'y a pas à dire : le G7 à La Malbaie aura suscité beaucoup de questions, de craintes et de colère dans les derniers mois. Petit retour sur les mobilisations et les enjeux entourant ce sommet plus d'une fois critiqué par de nombreux mouvements sociaux.

Plus de 1 500 personnes auront manifesté dans les rues de Québec les 7 et 9 juin derniers pour dénoncer l'élite politique et économique rassemblée dans le cadre du Sommet du G7. Notons également que quelques centaines de personnes se seront aussi mobilisées dans le cadre d'une journée de perturbations le 8 juin, donnant lieu à plusieurs coups d'éclat un peu partout dans la ville. Alors que les représentants et représentantes d'État disent vouloir s'entretenir de croissance économique, de création d'emplois, d'égalité des genres et de changements climatiques, les manifestants et manifestantes en ont profité pour réitérer qu'en réalité, les rencontres du G7 servent avant tout à l'organisation mondiale de l'économie en fonction des intérêts des banques ainsi que des industries pétrolières, agroalimentaires, pharmaceutiques, technologiques et de l'armement.

Dans les derniers mois, quelques groupes mobilisés contre le G7 à Québec avaient tenté à plusieurs reprises de mettre de l'avant le manque de transparence, la répression politique, la limitation au droit de manifestation, l'absence de démocratie de ce Sommet, les conséquences des politiques néolibérales des pays du G7 sur leur propre population et sur l'ensemble des peuples du monde et les sommes exorbitantes liées à la tenue d'un tel sommet qui auraient pu être investies dans les services publics et les programmes sociaux.

Pour le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, la Coalition Eau Secours et le Regroupement d'éducation populaire en action communautaire de Québec et Chaudière-Appalaches, le G7 n'avait pas lieu d'être puisque les enjeux réels pour une réelle justice sociale étaient déjà connus. Pour ces groupes, il était important d'offrir un contre-discours à cette mascarade en mettant de l'avant six axes auxquels tous les États doivent tout de suite s'attaquer : les enjeux écologistes, l'égalité hommes-femmes, les paradis fiscaux, le racisme systémique, les inégalités sociales et l'autodétermination des peuples autochtones.

## Des mobilisations sur fond de climat de peur et de répression

Les médias de masse n'avaient pas lésiné sur le climat de peur, axant la quasi-totalité de leur couverture médiatique sur les enjeux de « sécurité » liés aux manifestations. Il n'y a pas à dire : on nous promettait l'apocalypse. Toute cette campagne de peur aura contribué à créer un climat malsain, rendant les mobilisations difficiles, où le simple fait de manifester devient un acte de courage.

Et que dire de l'appareil répressif mis en place lors de ces trois jours de mobilisations ! La Coalition pour le droit de manifester à Québec s'est d'ailleurs indignée des atteintes graves au droit de manifester qui ont eu cours entre les 7 et 9 juin derniers. En effet, par voie de communiqué, elle a dénoncé avec vigueur le travail policier pendant le Sommet du G7 et s'est indignée de la répression subie par les manifestants et manifestantes.

La Coalition s'alarme de la présence massive de l'antiémeute policière, qui a encadré agressivement les manifestations, peu importe si le trajet avait été remis. En effet, le corps policier encadrant de très près les manifestants et manifestantes n'hésitant pas à les bousculer sans aucune raison et allant jusqu'à pousser des personnes dans la manifestation et empêcher quiconque de quitter les lieux. Cette façon de soi-disant prévenir d'éventuels débordements est non seulement antidémocratique, mais extrêmement violente. Il est très clair que ce genre d'intervention visait à décourager la population de s'exprimer publiquement et de manifester.

Pour la Coalition, le corps policier a provoqué les personnes qui manifestaient. « On aurait dit qu'ils voulaient que ça dégénère, on ne voit pas d'autre explication. Les manifestants et manifestantes qu'on traite sans hésiter de casseurs ont fait preuve d'une incroyable retenue devant une telle agressivité des forces de l'ordre », s'est indigné Vania Wright-Larin, porte-parole de la Coalition.

La Coalition est révoltée de constater que la police emploie ces tactiques d'intimidation, malgré le fait que les organisations aient remis les itinéraires et que la manifestation se déroulait

sans incident. « C'est carrément insultant de voir les porte-paroles de la police louer le travail de leurs collègues sur le terrain. Appeler cette démonstration de force démesurée une réussite illustre parfaitement l'idée que se fait la police de nos droits et libertés. Ce qu'on voyait dans les rues de Québec pendant le G7 était digne d'une dictature. Le droit de manifester n'a pas été respecté, il a été intimidé, injurié, menacé, pourchassé par des dizaines de policiers antiémeutes », a dénoncé le porte-parole.

La Coalition dénonce également les arrestations et les détentions injustifiées de 13 personnes. Il est inacceptable que des personnes soient arrêtées par la police et détenues pendant plusieurs jours pour des raisons politiques.

Tout ça pourquoi ?

Ce sont plus de 600 millions qui auront servi à organiser cette hypocrisie politique. Plus de 600 millions qui auront servi à bâtir une clôture à La Malbaie, construire et déconstruire une prison à Clermont dans Charlevoix, faire vivre une expérience alliant tourisme, gastronomie et innovation aux milliers de journalistes présents, monopoliser des milliers de policiers, policières, décorer des lieux à l'image de marque du Sommet, etc. Tout ça, pour que les dirigeants, dirigeantes des sept pays les plus puissants du monde (le Canada, les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Allemagne, la France et le Japon) puissent se rencontrer.

Tout ça aussi pour nous produire un communiqué résumant l'état des discussions entre les sept pays\*. Une déclaration qui, comme on pouvait s'en douter, démontre l'importance qu'ont pris les discussions sur la « croissance qui profite à tout le monde » ainsi que sur « le monde plus pacifique et plus sûr ». Ainsi, la croissance économique devient une condition fondamentale afin de rehausser les conditions de vie, et la sécurité passe d'abord et avant tout par une lutte au terrorisme.

Sur les 28 orientations présentées dans ce communiqué, seulement huit toucheront l'égalité entre les sexes et les changements climatiques. Sans surprise, les résistances des États-Unis face aux changements climatiques apparaissent de façon

très claires : on y distingue des orientations portées par six des pays, excluant les États-Unis à deux reprises. L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes semble aussi se résumer à trois aspects : réduire les écarts salariaux, soutenir les femmes entrepreneures et reconnaître la valeur des tâches de garde non rémunérées.

Le G7 aura fait couler beaucoup d'encre. Le G7 aura aussi coûté cher à la population, tant d'un point de vue économique avec ses dépenses à même les fonds publics qu'en terme de violation de droits fondamentaux, comme celui de manifester ou de vivre sans contrainte (une pensée pour la population de La Malbaie qui en aura été grandement victime). Le prochain Sommet se tiendra en 2019, en France. Mais ne serait-il pas plus que temps de mettre un terme à ces exercices cosmétiques, anti-démocratiques, qui ne servent qu'à nourrir les intérêts des plus puissants pour les plus puissants ?

### G7, dégage !

\* Pour quiconque s'intéresse aux belles phrases bien policées, mais plus souvent qu'autrement vides de sens, la déclaration est disponible en ligne : <https://g7.gc.ca>

## Sale ambiance sur la rue Saint-Jean

Texte paru le 7 juin sur la page Facebook du Bourdon du faubourg

(F.A.) Le jeudi 7 juin, alors que le Sommet du G7 n'avait pas commencé, la clientèle n'était pas au rendez-vous, la plupart des places de stationnement étaient vides. Les rares visages inconnus étaient très majoritairement des photographes de presse, le centre international des médias se trouvant à Place Québec, avec une rue Saint-Joachim sous haute surveillance.



les commerçants et commerçantes n'ayant rien barricadé, la couverture des vitraux principaux de la bibliothèque aurait subitement déclenché la panique.



Alexandre Fortin, de l'Épicerie Scott, avait informé une partie de sa clientèle de son intention de proposer une protection en faveur des potentielles victimes de gaz lacrymogènes. Il a tenu parole.

Plusieurs commerçants et commerçantes nous ont dit que le mot d'ordre donné par la Ville était de laisser les lumières allumées toute la nuit. D'autres ont fait remarquer que la tension avait augmenté lorsque les vitraux principaux de la bibliothèque Claire-Martin avaient été masqués.

Notons toutefois que plusieurs propriétaires de commerces ont refusé de céder à la panique ou ont profité de l'occasion pour faire un clin d'œil sympathique aux manifestants et manifestantes.

## Les luttes urbaines de Jean Cimon, à découvrir ou à redécouvrir

Par Andrée O'Neill

Si la rue Saint-Gabriel n'a pas été remplacée par un boulevard il y a quarante ans et si, du côté sud de René-Lévesque, ce ne sont pas neuf ou dix tours de bureaux qui se dressent à la place du parc de l'Amérique-Française et de la coopérative d'habitation du Bon-Pasteur, on peut dire que c'est surtout grâce à la ténacité des militantes et militants de Saint-Jean-Baptiste. Des gens qui ont décidé, en 1978, de mettre en commun leur énergie et leur désir de s'approprier leur milieu de vie. C'était le début du Compop – le Comité Saint-Gabriel – qui allait obtenir par la suite d'autres victoires, comme la création de la coopérative L'Escalier après le squat du 920, de la Chevrotière, ou la rue partagée sur Sainte-Claire.

Voilà de beaux exemples de luttes urbaines victorieuses.

Une lutte urbaine, c'est le résultat d'un choc de valeurs. C'est le bien collectif qui s'oppose au profit privé, le patrimoine bâti qui résiste à la « condoïsation », les jardins communautaires qui disputent des espaces aux spéculateurs immobiliers. Ça peut s'étendre à une ville entière comme ça peut ne concerner qu'un quartier, un îlot, ou parfois même un bâtiment.

Les luttes urbaines peuvent prendre toutes sortes de formes. Pour faire respecter leur droit de vivre dans des quartiers à échelle humaine, des citoyens ou citoyennes peuvent privilégier les actions dérangeantes, les manifs, les pétitions. D'autres investissent les partis politiques, d'autres se tournent vers les tribunaux. Tout dépend des quartiers, des époques, du contexte, de l'importance des territoires en jeu. Le plus souvent, c'est un dosage de tous ces moyens qui est mis en œuvre.

Jean Cimon a fait pratiquement tout cela à la fois. Urbaniste, sociologue, journaliste, enseignant, membre de la Commission d'urbanisme de Québec, citoyen on ne peut plus éclairé, il a aussi pris fait et cause pour le Rassemblement populaire (il a d'ailleurs été très critique de certaines décisions de l'administration de Jean-Paul L'Allier). Mais ce sont peut-être ses écrits qui forment sa contribution la plus significative à l'évolution des luttes urbaines à Québec. Il a utilisé les mots pour expliquer, pour faire rêver, pour transmettre le goût du bien commun, de la beauté et de l'engagement militant.

Après son décès survenu il y a un peu plus de deux ans, Jean Cimon nous laisse sept ouvrages dont trois sont particulièrement pertinents en matière de luttes urbaines, pour leur universalité et leur caractère intemporel.

Dans *Mémoires d'un piéton* (2007), il nous offre un petit cours d'histoire urbaine et nous présente les lieux, les gens, et les paysages qui ont inspiré son amour de la marche et du ski de fond. Il définit ensuite brièvement le concept de lutte urbaine, puis il nous raconte les siennes, pas très souvent victorieuses mais toujours portées par ses convictions ardentes. Appétit vorace des promoteurs, complicité ou duplicité des élus et des chambres de commerce, déresponsabilisation de certaines communautés religieuses propriétaires de grands domaines : les événements sur lesquels il revient et les thèmes qu'il aborde sont malheureusement toujours d'une actualité désolante.

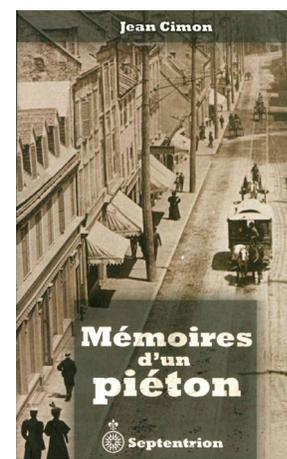
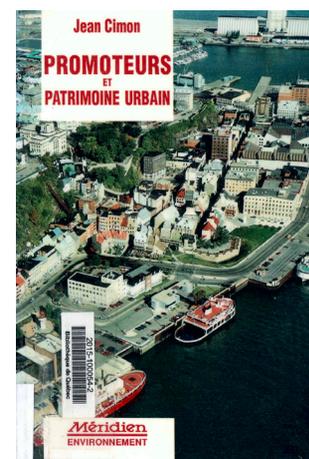
Les luttes urbaines, ce sont aussi des luttes périurbaines, entre autres celles qui visent à préserver les terres agricoles au pourtour des villes (les terres des Sœurs de la Charité, ça vous dit quelque chose ?) *Zonage agricole et développement urbain*, paru en 1990, constitue (du moins dans sa première partie) un excellent ouvrage de clarification des concepts fondamentaux de la Loi sur la protection du territoire agricole (LPTA), qui a subi depuis une refonte mais dont la structure reste sensiblement la même. Jean Cimon nous en explique les tenants et les aboutissants en langage clair, accessible et bien illustré. Même si le bilan qu'il en dresse date de plus de vingt-huit ans, il énonce des vérités qui pourraient encore se vérifier en 2018 : arrimage déficient entre la LPTA et les autres lois (par exemple la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme), et manque d'indépendance des commissaires face au pouvoir politique. Plus ça change...

Le patrimoine urbain, ce n'est pas seulement une affaire de vieilles pierres. Comme le dit Jean Cimon, c'est un « assemblage complexe de pleins et de vides : immeubles, rues, places et jardins ». Promoteurs et patrimoine urbain jette un regard sur l'évolution du tissu urbain de Québec depuis les années cinquante jusqu'en 1991 (année de parution du livre), à travers les déménagements d'institutions (comme l'Université Laval), les démolitions dans les quartiers centraux et l'exil de leur population, la privatisation des espaces publics, l'envahissement progressif de l'« homo automobilus » et des « spaghettis de béton ». Ce sont les fruits de ce que l'urbaniste Jean-Claude Marsan a appelé les « années de rattrapage ». Promoteurs et patrimoine urbain nous parle également des mobilisations citoyennes, des rapports d'experts, des audiences publiques, de l'élection du Rassemblement populaire et des quelques désillusions qui s'en sont suivies.

La troisième partie du livre est consacrée au récit chronologique de la bataille de l'îlot Saint-Patrick. En 1988, Jean Cimon s'associe à ses voisins, riverains comme lui d'un ensemble conventuel, pour empêcher devant les tribunaux la destruction du boisé, de l'église et du couvent qui jouxtent sa rue. Le comité de riverains perdra sa bataille\*, comme on peut le constater à la vue du subtil ensemble immobilier qui borde la Grande-Allée Nord, entre Salaberry et Louis-Saint-Laurent.

*Promoteurs et patrimoine urbain* pose des questions essentielles : quel contrôle ont les citoyens et citoyennes sur la préservation et la mise en valeur du patrimoine urbain, et notamment du patrimoine religieux ? Les élus veulent-ils et peuvent-ils freiner la spéculation et les appétits des promoteurs ? À ces questions, on pourrait suggérer la même réponse en 2018 qu'en 1991, ou même des décennies avant : les condos, ça rapporte des taxes, et les spéculateurs peuvent dormir tranquilles tant qu'on n'aura pas revu de fond en comble la fiscalité des villes, dont les revenus dépendent des taxes foncières à plus de 80 %. Même Régis Labeaume l'a déjà reconnu (« à un m'ment donné, faudra qu'on s'attaque à ça », avait-il déclaré). C'est bien pour dire...

Jean Cimon a aussi écrit *Odyssée en Suède*, sur son séjour en Scandinavie pendant sa vie d'étudiant, et *Le temps de Charlevoix*, un essai historique sur cette région qu'il a beaucoup fréquentée.



\*Un des résidents de l'îlot, André Juneau, ira seul jusqu'en Cour d'appel. Par la suite, la Cour suprême lui refusera une audience.

Les ouvrages de Jean Cimon :

*Le dossier Outaouais, réflexions d'un urbaniste*, Québec, Pélican, 1979, 183 pages.

*Zonage agricole et développement urbain*, Montréal, Éditions du Méridien (Coll.« Environnement »), 1990, 249 pages.

*Promoteurs et patrimoine urbain*, Montréal, Éditions du Méridien (Coll.« Environnement »), 1991, 380 pages.

*Ulric J. Tessier, la bourgeoisie francophone de Québec au XIXe siècle*, Québec, Les éditions du Septentrion, 1997, 257 pages.

*Mémoires d'un piéton*, Québec, Les éditions du Septentrion, 2007, 192 pages.

*Odyssée en Suède*, Québec, Les éditions du Septentrion, 2010, 144 pages.

# La Fête Arc-en-ciel de Québec : « Fiers et fières autrement »

Par Jade Pelletier-Picard, chargée de projet à l'Alliance Arc-en-ciel

C'est le 5 juin dernier que l'Alliance Arc-en-ciel a lancé la programmation éparpillée de la 14<sup>e</sup> édition de la Fête Arc-en-ciel de Québec, qui aura lieu du 30 août au 2 septembre 2018. Ce que l'on nous promet : une rentrée haute en couleur, constellée de spectacles à ne pas manquer, de soirées mémorables, de conférences engagées et d'activités communautaires familiales.



La Fête Arc-en-ciel demeure un incontournable dans le quartier année après année.

## Danser au rythme des artistes d'ici

La programmation de la Fête Arc-en-ciel de Québec compte plusieurs spectacles d'artistes francophones qui animeront chaque jour la place d'Youville. Les participants et participantes pourront donc tantôt se déhancher, tantôt s'émouvoir au rythme de Yann Perreau et De la Reine (vendredi 31 août), de Barbada (samedi 1<sup>er</sup> septembre) et de DJ Abeille (dimanche 2 septembre), qui tiendra un grand T-Dance en fin d'après-midi. Des conférences pertinentes et engagées

Du 30 août au 2 septembre 2018, l'Alliance Arc-en-ciel vous convie à une série de conférences ayant pour thème Bâtir autrement.

Diversité à travers les âges, les parcours et le monde : voici quelques-uns des sujets qui seront abordés lors de ces événements riches en savoir !

## La rue Saint-Jean piétonne : un incontournable

Le 1<sup>er</sup> septembre, de 10 h à 18 h, la rue Saint-Jean deviendra piétonne pour accueillir animations de rue et kiosques de toutes sortes.

Place à la Journée communautaire ! Plusieurs partenaires et organismes viendront présenter leur mission aux participants et participantes dans une ambiance festive et détendue. Amateurs et amatrices de shopping, flâneurs et flâneuses, curieux et curieuses, marcheurs et marcheuses, épicuriens et épicuriennes seront servis !

## Une fête familiale à ne pas manquer !

C'est le 2 septembre prochain qu'aura finalement lieu, sur la rue Saint-Jean, la grande fête familiale de la Fête Arc-en-ciel 2018 de Québec ! Au menu : animation pour les petits et grands, espace familial convivial, séance de yoga gratuite et plusieurs autres surprises.

La Fête se poursuivra en une marche de solidarité pour tout le monde, qui débutera sur le parvis de l'église Saint-Jean-Baptiste. Pique-nique et boissons fraîches seront au programme !

## Les grandes soirées du Drague Cabaret Club

Ce n'est plus un secret : qui dit Drague Cabaret Club dit incontournables soirées festives ! Tout au long de la Fête, les participants et participantes pourront donc profiter d'une programmation à couper le souffle, incluant karaoké, prestations de DJ Barbada, DJ Miss Shelton et DJ Montana, ainsi que Foam Party extérieur et cocktail dinatoire.

Les bars St-Matthew's et le District proposeront également plusieurs soirées thématiques pour tous les goûts.

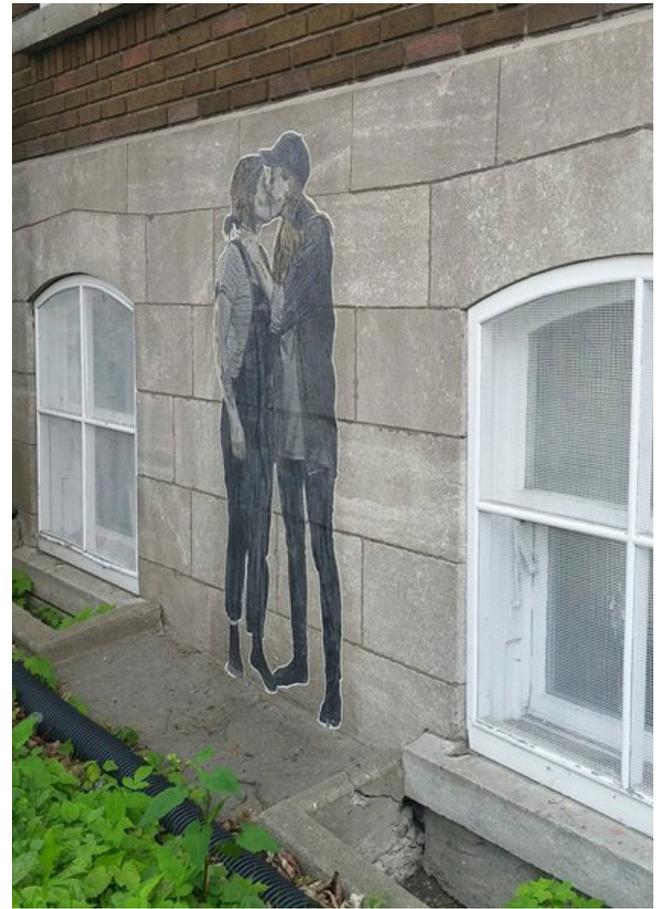
Pour consulter la programmation complète de la Fête, rendez-vous au <http://fetearcenciel.ca/programmation2018/>

## Une force dans le quartier



Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste appuie de nombreuses initiatives communautaires comme le site de compostage communautaire du faubourg, inauguré en juin 2005 dans le parc Richelieu.

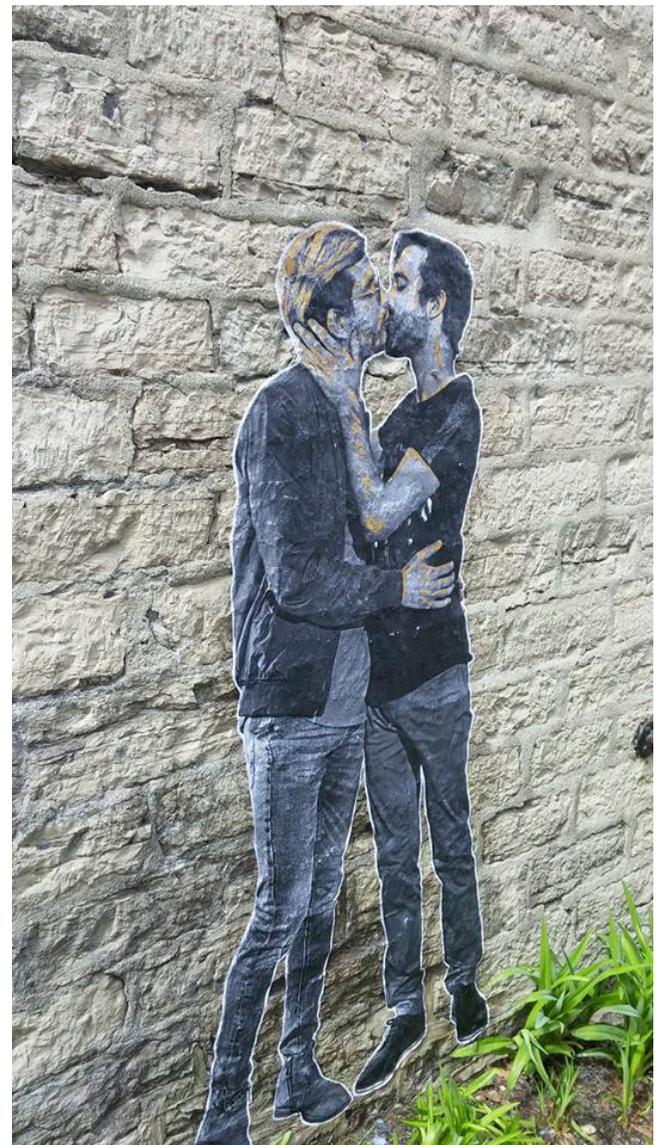
Devenez membre | 522-0454 | [comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca)



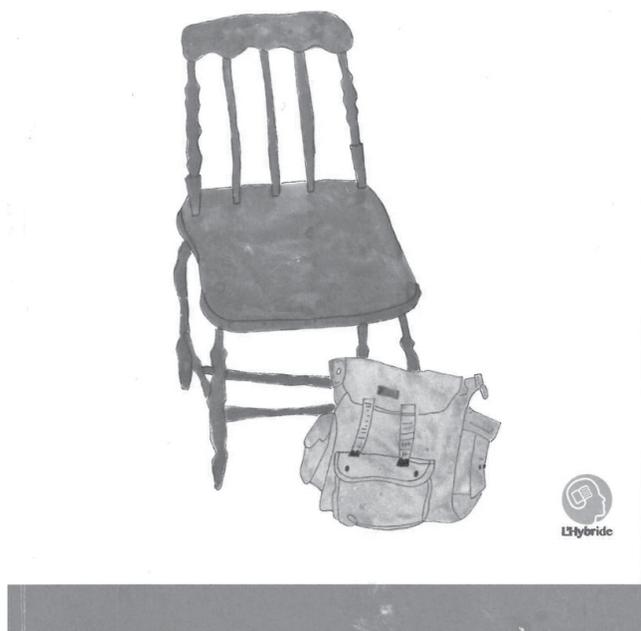
(M.-E. D.) C'est le 11 mai dernier que l'artiste engagé Wartin Pantois s'est exprimé par les mots et le collage sur les murs de l'ancien presbytère de notre quartier et sur l'ancienne boucherie Bégin. Voici ce qu'on pouvait y lire : « De par le monde, les personnes LGBT+ doivent encore lutter pour vivre et afficher leur amour. Faisons la promotion du "droit à l'amour" pour toutes et tous. Exposons au monde la beauté de l'amour dans sa diversité. »

Cette intervention artistique a été réalisée pour la Journée internationale 2018 contre l'homophobie et la transphobie, avec le soutien de l'Alliance Arc-en-ciel de Québec.

Une capsule audio a été réalisée sur le projet et il est possible de l'écouter ici : [arcencielquebec.ca/amour/](http://arcencielquebec.ca/amour/)



# Les Éditions L'Hybride ont lancé le livre *Attendre après son psy : et autres courts récits*



(La rédaction) Les Éditions L'Hybride ont lancé le 23 mai dernier le livre *Attendre après son psy : et autres courts récits* de Bernard St-Onge au Tam Tam Café. La soirée fut une grande réussite, au grand plaisir de l'auteur et du comité organisateur.

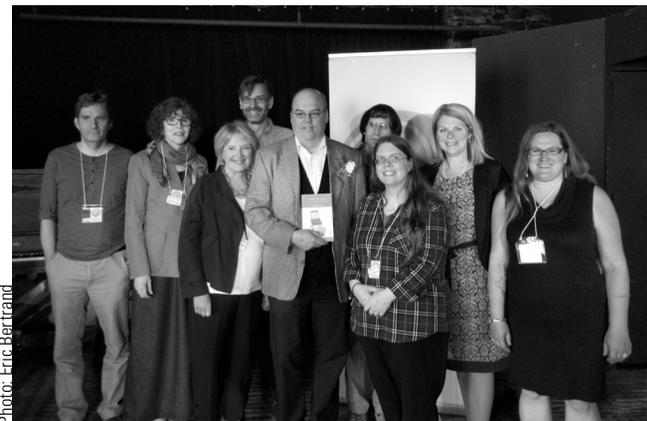
La directrice générale du Pavois et des Éditions L'Hybride, Francine Cyr, a souligné la qualité du livre de Bernard St-Onge. Elle a présenté celui-ci comme un recueil à la fois touchant et véridique. Elle a mis en valeur la maison d'édition L'Hybride en insistant sur la qualité des œuvres et des auteurs et le déploiement de celle-ci auprès des différentes librairies. Elle a terminé par des remerciements aux membres du comité.

L'auteur Bernard St-Onge s'est ensuite exprimé en remerciant son entourage et les gens de tous les horizons, dont le journal La Quête, franc défenseur des droits. L'auteur était ému et heureux de cette vague de reconnaissance et a pareillement remercié le comité des Éditions L'Hybride d'avoir choisi ses textes afin de les publier.

La lecture de trois textes du recueil a été admirablement rendue avec émotion par Mme Renée Hudon. *L'étalon*, *Comme tout le monde* et *La tape dans le dos* ont été lus et l'accueil des gens a été très positif, principalement pour le dernier texte s'inspirant d'une connaissance de l'auteur. Mme Hudon a mentionné son admiration pour le talent d'écrivain de Bernard St-Onge et l'honneur que c'était pour elle de lire ses textes.

Par la suite, un cocktail dinatoire a été servi et les gens présents ont pu se sustenter et se faire dédicacer leur livre par l'auteur. Les Éditions L'Hybride ont accueilli 85 personnes dans la bonne humeur et la convivialité. Les gens ont apprécié l'œuvre de Bernard St-Onge et la soirée fut un succès.

Toute l'équipe de rédaction de *L'Infobourg* tient à féliciter Bernard pour l'aboutissement de ce beau projet. Notons que Bernard Saint-Onge a prêté sa plume à plus d'une occasion dans les pages de notre journal. Bravo Bernard !



On voit ici Bernard St-Onge tenant fièrement son livre, entouré de l'équipe des Éditions L'Hybride.

## LE BOURDON du faubourg

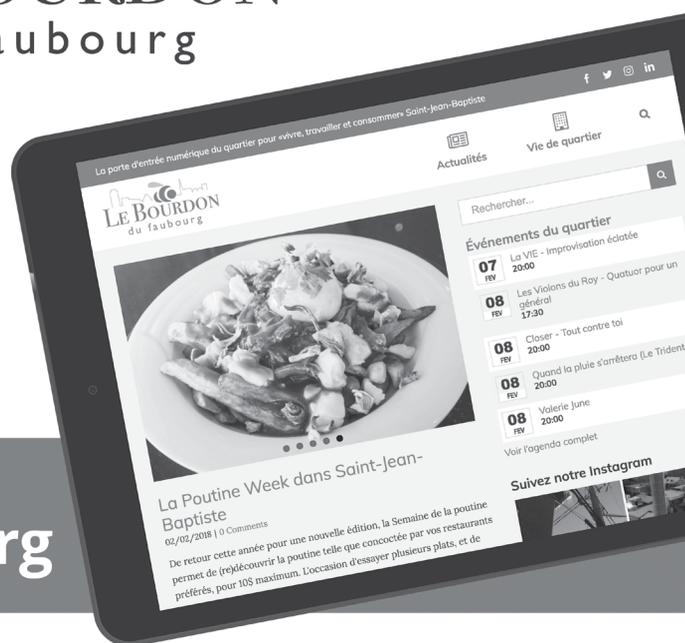
*Actualités,  
Vie de quartier,  
Histoire et patrimoine,  
Agenda du quartier...*

Exclusivement en ligne sur  
**bourdonmedia.org**

suivez @bourdonfaubourg sur

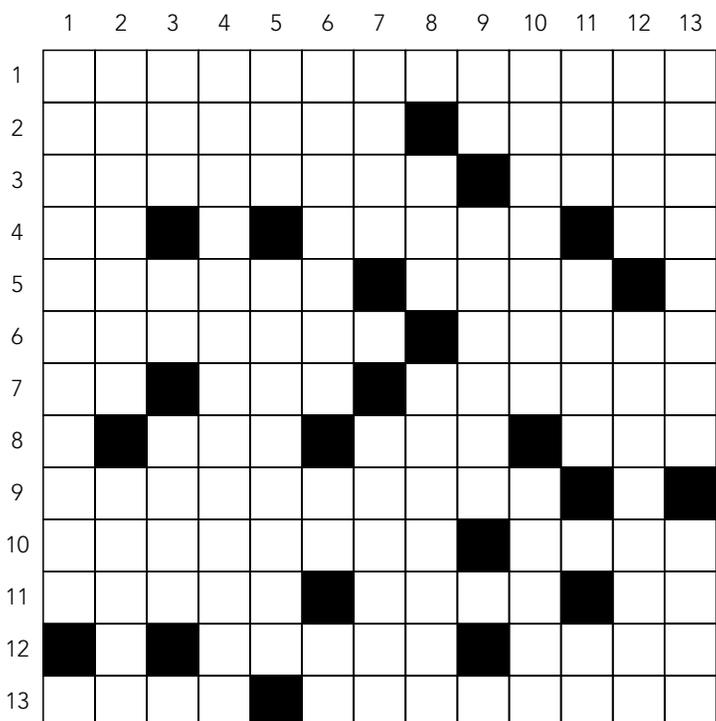


VIVRE, TRAVAILLER ET CONSOMMER  
SAINT-JEAN-BAPTISTE



## Mots croisés

Par Agathe Légaré



### Horizontalement

- 1- Pour l'Organisation des Nations Unies (ONU), c'est l'ensemble des associations non-gouvernementales et à but non lucratif, comme les organismes communautaires et les syndicats de travailleurs (deux mots, un nom et un adjectif).
- 2- Il circulera sous terre dans deux tronçons et sera entièrement électrique – Se dit d'un message qui se répand comme un virus sur internet.
- 3- Koriass, Loco Locas, IAM, Eminem et d'autres – Laissa échapper de la salive.
- 4- Note de musique – Souffrir, subir un dommage – Dedans.
- 5- Centre facilitant la recherche et l'innovation dans les organisations, il loge au 888, rue Saint-Jean, à côté de Radio-Canada – École nationale d'administration publique.
- 6- Assassinaient – Régime alimentaire.
- 7- Ville de Chaldée – Années – Majuscule ou minuscule.
- 8- Ride – Article – Possédas.
- 9- Rassurantes, calmantes.
- 10- Qui commence à exister – Tribunal.
- 11- Durée, période – Rivière d'Afrique – Article masculin.
- 12- Canard qui fournit l'édrédon – Chérubin.
- 13- Associés, fédérés comme les 50 États voisins – Fatiguées, épuisées.

### Verticalement

- 1- Qualifie notre futur réseau de transport en commun.
- 2- Conférencier – Péan, hymne guerrier.
- 3- Diamant, Tourmente, Bonne-Espérance – Note de musique – Se dit d'un nombre divisible par 2.
- 4- Domination militaire, économique, culturelle d'un État ou d'un groupe d'États sur un autre État ou un autre groupe d'États (pluriel).
- 5- Peuple du Ghana et du Togo – Fleuve de Russie.
- 6- Empruntons de l'argent à quelqu'un ( en Suisse) – Fleuve de France – District de Columbia.
- 7- Puma, chat sauvage – Qui revient chaque année.
- 8- Sainte – Combatta.
- 9- Quatre en chiffres romains – Ajuste une hausse de salaire ou de rente à la hausse de l'inflation.
- 10- Frémissait, était ému – Caractère distinctif, marque de qualité.
- 11- Se rendra – Se casse, se brise subitement – Venu au monde.
- 12- Elle coule d'un volcan en activité, à Hawaï ou ailleurs – Emploi de moyens frauduleux pour arriver à ses fins.
- 13- Longues et minces – Saint-Jean, Richelieu, D'Aiguillon, etc.

# Des funérailles de la biodiversité à Québec

Par Marianne Taillefer, des AmiEs de la Terre de Québec

Dans le cadre de la Journée mondiale contre Monsanto, 150 personnes se sont rassemblées lors des funérailles de la biodiversité organisées à Québec le samedi 19 mai, afin de dénoncer le contrôle par les grandes entreprises de notre agriculture et de notre alimentation, ainsi que l'utilisation de plus en plus importante de pesticides au Québec et au Canada.



Photo: AmiEs de la Terre de Québec.

C'est sous le thème du deuil que les manifestants et manifestantes ont pris part à cette marche annuelle qui se déroulait le 19 mai dernier.

## L'agriculture industrielle tue en silence : une tenue de deuil en guise de sonnette d'alarme

Les citoyennes et citoyens étaient nombreux à porter une tenue de deuil pour envoyer un message fort aux membres élus, au provincial comme au fédéral. La biodiversité ne cesse de s'effondrer et les scientifiques nous alertent : la sixième extinction de masse est en cours. Seulement au Canada, la moitié des espèces de vertébrés contrôlés a connu un déclin de 83 % en moyenne entre 1970 et 2014 (1). « Nous sommes à un moment décisif où l'agriculture industrielle tue en silence. Les pesticides, les monocultures extensives, dont les cultures d'OGM, et les élevages intensifs sont responsables de la contamination de nos cours d'eau et de nos sols. Cela détruit les écosystèmes et les espèces bénéfiques à l'agriculture même ! », déclare Pascal Priori, président de Vigilance OGM. Concernant la santé humaine, de plus en plus d'études montrent la hausse fulgurante de nombreuses maladies, comme les cancers, les troubles du spectre de l'autisme ou des maladies neurodégénératives telles que le Parkinson. Les premières victimes sont les agriculteurs et leur famille, mais cela touche aussi toute la population (2, 3, 4).

## Bayer-Monsanto : symbole des dérives de l'agriculture industrielle

L'acquisition de Monsanto par Bayer vient intensifier la concentration des entreprises agrochimiques. Avec Dow/DuPont et ChemChina/Syngenta, deux autres grandes sociétés récemment fusionnées, le trio contrôle à présent plus de 71 % des ventes mondiales de pesticides et près de 61 % des ventes de semences commerciales (5). Nous acceptons de perdre le contrôle sur notre alimentation au profit de grands groupes qui ne se préoccupent pas de la survie d'une agriculture familiale et qui ne respectent ni notre santé, ni celle de l'environnement (6). « C'est du jamais vu en terme de contrôle sur l'agriculture à travers les semences et pesticides. Les agriculteurs sont limités en terme de choix et deviennent, par le fait même, de plus en plus dépendants », déclare Maxime Laplante de l'Union paysanne.

## Un manque de vision politique alors que les solutions existent

La population souhaite davantage de productions biologiques. Pourtant, le gouvernement du Québec comme celui du Canada continuent de subventionner davantage l'agriculture indus-

trielle, tandis que les consommateurs n'ont d'autre choix que de se rabattre sur des produits importés. « La nouvelle Politique bioalimentaire présentée par le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec en avril dernier rate encore une fois l'opportunité de proposer un virage pour soutenir la transition vers une agriculture durable. Pourtant, l'inaction coûtera plus cher que la transition. Plusieurs partis politiques ne semblent pas avoir de vision sur la question de la concentration des entreprises agroalimentaires et sur les pesticides. Aujourd'hui, le PLQ, la CAQ et le PQ ne proposent aucune nouvelle solution », ajoute Pascal Priori. Les organisateurs appellent donc tous les partis politiques à se saisir de ces enjeux pour garantir une souveraineté alimentaire durable au Québec et au Canada. Il s'agirait, en particulier, de financer la transition vers une agriculture durable, soutenir une agriculture à petite échelle, mettre en place l'étiquetage obligatoire des OGM et des pesticides, interdire l'acquisition de Monsanto par Bayer, bannir tous les pesticides dangereux (glyphosate et tous les néonicotinoïdes) ainsi que de redéfinir le cadre d'homologation de tous les pesticides.

Références:

- (1) Pour la moitié des espèces de vertébrés contrôlés, l'indice Planète vivante (WWF) révèle, en moyenne, un déclin de 83 % entre 1970 et 2014 (WWF, 2017).
- (2) Alors que l'industrie des pesticides affirme que ses produits sont essentiels pour assurer la sécurité alimentaire d'une population mondiale en pleine croissance, un rapport de l'ONU conclut qu'il s'agit carrément d'un mythe (Rapport de l'ONU 2017, dans *Le Devoir*, 9 mars 2017).
- (3) Parmi les pesticides sur le marché, on trouve des produits classés cancérigènes, mutagènes (pouvant produire ou augmenter la fréquence de défauts génétiques héréditaires) ou reprotoxiques (nocifs pour la fertilité), ainsi que de possibles perturbateurs endocriniens, capables d'interférer avec le système hormonal, même à des niveaux d'exposition très faibles (*Le Monde*, 3 février 2016).
- (4) L'incidence de la maladie de Parkinson est 10 % plus élevée dans les cantons viticoles français par rapport aux cantons sans viticultures (*La Presse*, 10 avril 2018)
- (5) Trois grandes sociétés nouvellement formées contrôlent plus de 71 % des ventes mondiales de pesticides et près de 61 % des ventes de semences (IPES-Food, 2017).
- (6) Les « Monsanto papers » ont permis de révéler les pratiques extrêmes de Monsanto (*Le Monde*, 18 mars 2017)

**« Une force dans le quartier »**

Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste défend les locataires. Il favorise aussi la formation de nouvelles coopératives d'habitation dans le quartier.

Devenez membre | 522-0454 | [comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca)

**Annoncez-vous dans L'Infobourg**

Pour toute information, consultez notre kit média en ligne à [www.compop.net/publicite](http://www.compop.net/publicite)

ou contactez Marie-Ève Duchesne au 418-522-0454 ou [comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca)

Grille de tarifs	
Pub en noir et blanc	
Pleine page :	545\$
Demi-page :	300\$
1/3 de page :	235\$
1/4 de page :	200\$
1/6 de page :	135\$
1/8 de page :	105\$
Carte d'affaire	60\$

# Upop - Une introduction à l'immigration canadienne pour faire tomber les idées reçues

Par Pascaline Lamare



Gabriel Bergevin-Estable en pleine présentation lors de la dernière soirée de la saison de l'Université populaire.

La dernière Upop de la saison 2017-2018 aura permis de démystifier bon nombre d'idées reçues sur les personnes immigrantes, la myriade de statuts administratifs rattachés à leur situation, et la complexité du cheminement des dossiers. De quoi rappeler, à ceux et celles qui en doutaient, que le parcours de ces personnes tient plus du marathon et de la course à obstacles que de la randonnée bucolique sur un chemin de campagne.

Avec une approche didactique et extrêmement claire, Gabriel Bergevin-Estable a permis au public (venu malgré la pluie battante) de se familiariser avec le processus d'immigration, la diversité des parcours et la fragilité des statuts accordés aux personnes immigrantes. Des notions souvent complexes, et des questions qu'une citoyenne ou un citoyen canadien n'aura jamais à se poser, simplement parce qu'il est né au bon endroit ou détient le bon passeport.

Les sans-papiers ne sont pas une catégorie homogène, et, en l'état actuel, il est impossible de savoir combien de personnes sont sans statut au Canada (notamment parce qu'on ne documente pas les sorties du territoire, au contraire des arrivées). On estime que cela concernerait entre 200 000 et 500 000 personnes au Canada, dont 40 000 à Montréal. Si plusieurs sont arrivés avec un statut régulier (études, travail, tourisme, notamment), ils ou elles l'ont ensuite perdu en cours de route. La complexité des demandes et la précarité consécutive à certains statuts font ainsi en sorte que 90 % des demandes d'aide administrative aux députés fédéraux des circonscriptions urbaines du Canada concernent des dossiers d'immigration. Car même quand on fait bien les choses, le moindre grain de sable bloque toute la machine.

## *Pas de papiers, précarité*

Le sans-papiers n'est pas juste une personne entrée irrégulièrement sur le territoire et n'ayant fait aucune démarche par la suite. Concrètement, celui qui est sans statut ou à statut précaire peut être une personne demandant l'asile, pendant tout le

temps de traitement de son dossier, une personne demeurant au Canada plus de 90 jours après la perte de son statut de résident ou résidente temporaire, demeurant au Canada après la perte de son statut de résidence permanente ou de citoyen, citoyenne, ou encore celui ou celle qui, de bonne foi, se retrouve entre deux statuts, et qui ne peut rien faire, ni travailler, ni sortir du territoire.

Les risques associés à la perte de statut sont nombreux et peuvent toucher la personne et ses enfants, le cas échéant. Outre l'insécurité, les difficultés à trouver un travail pour vivre décemment et les risques de se faire exploiter parce qu'elle ne peut pas se défendre légalement, la personne sans statut ne peut accéder aux services publics essentiels, comme le régime d'assurance médicaments du Québec. Cette assurance prend en charge les résidents, résidentes, citoyens et citoyennes majeurs, les citoyens et citoyennes mineurs, si au moins une personne en ayant la garde est aussi couverte, et quelques résidents et résidentes temporaires (en fonction du contenu de l'accord avec un autre pays), l'éducation (pas d'accès à la formation, et impossibilité d'inscrire ses enfants à l'école, sauf si on débourse des milliers de dollars), la sécurité (qui ira porter plainte pour violence conjugale si le risque est de se retrouver en rétention administrative pré-déportation). Pour couronner le tout, le Canada peut, sans accusations, détenir préventivement et indéfiniment, pour des raisons administratives, des migrants et migrantes, et leurs enfants mineurs, et certains pendant plus de dix ans. En 2017, ce sont ainsi 6 251 personnes qui sont en détention, dont 162 mineurs. Depuis l'an 2000, quatorze personnes sont mortes en détention.

Avant d'en arriver là, plusieurs options existent pour régulariser sa situation. Les personnes concernées ont tout intérêt à consulter et faire évaluer leur situation. Qu'il s'agisse de demander à reconsidérer une décision pour cause d'erreur administrative, de demander une résidence permanente pour circonstances humanitaires, un permis de séjour temporaire, un rétablissement de statut, une évaluation des risques avant renvoi ou de faire appel de certaines décisions, il est important de savoir que des recours existent et que plusieurs personnes peuvent soutenir les démarches.



Si plusieurs professionnels qualifiés peuvent accompagner les personnes migrantes dans leur parcours, leur qualité et leur possibilité d'agir peuvent varier. Des personnes conseil en immigration, des avocats, avocates, des responsables adjoints de circonscriptions fédérales peuvent aider, mais le manque de formation ou de volonté fait en sorte que peu sont à même de démêler les enjeux où s'entrecroisent le droit de la famille, le droit criminel, le droit du travail, etc.

Celles et ceux qui voudraient accompagner les personnes en situation précaire ou irrégulière peuvent envisager des actions à plusieurs niveaux, que ce soit pour les aider à trouver un logement, les accompagner à des rencontres avec les responsables de l'immigration ainsi qu'à tous les points de service où un obstacle se présente (voire d'assurer la traduction si aucun service n'est fourni), les aider à remplir des formulaires, ou encore faire des appels ou des demandes d'informations. Et surtout, les personnes accompagnantes peuvent sensibiliser leur entourage et divers milieux à leur situation, en particulier dans le domaine de la santé et des services sociaux.



## Formulaire de contribution pour l'université populaire (Upop)

L'Université populaire, séries de conférences et d'ateliers sur des thèmes variés du Comité populaire Saint-Jean-Baptiste, est à la recherche d'idées pour la session qui commencera à l'automne 2019. Ces soirées ont lieu le premier lundi du mois. Vous avez des suggestions ? Vous avez envie de d'animer l'une de ces soirées ? Faites-nous parvenir ce formulaire rempli. On vous remercie déjà.

Nom : \_\_\_\_\_ Courriel : \_\_\_\_\_

Numéro de téléphone : \_\_\_\_\_

Thème proposé : \_\_\_\_\_

Description de la présentation :

Faites parvenir votre formulaire de propositions de contributions au Comité populaire Saint-Jean-Baptiste au 780, rue Sainte-Claire, Québec (Qc) G1R 5B9 ou par courriel au [comite.populaire@videotron.ca](mailto:comite.populaire@videotron.ca) Le Comité de l'upop regardera vos propositions attentivement et vous en fera un suivi. Merci !



## ENTRAIDE DU FAUBOURG

Nous sommes présentement à la recherche de bénévoles !

Nous cherchons des chauffeurs, chauffeuses, accompagnateurs ou accompagnatrices pour le service d'accompagnement-transport pour les rendez-vous médicaux (il n'est pas nécessaire de posséder une voiture). Nous sommes aussi à la recherche de bénévoles pour les visites d'amitié.

Si vous souhaitez donner un peu de votre temps à un organisme communautaire du quartier, téléphonez-nous !  
Au plaisir de vous rencontrer !  
L'équipe de

**L'Entraide du Faubourg, Tél. : 418 522-2179**

**369, rue Saint-Jean, Québec (Québec) G1R 1N8**

Bientôt 40 ans  
**L'Entraide du Faubourg**  
Un organisme  
communautaire  
de soutien à domicile  
pour les 55 ans et plus

### Centre communautaire Lucien-Borne : seule la piscine sera fermée au public

Par Agathe Légaré



La piscine du Centre communautaire Lucien-Borne sera fermée au moins sept mois, de la fin août 2018 à la fin mars 2019, pour des travaux de rénovation majeurs.

La Ville de Québec procèdera, en effet, à la réfection complète de la piscine, soit des murs et du plancher de béton du bassin, puis à l'installation d'une nouvelle toile imperméable en PVC.

Les porte-paroles des Loisirs du Faubourg ont insisté sur le fait que seule la piscine sera fermée. Toutes les autres activités du Centre communautaire se dérouleront comme en 2017-2018.

Les Loisirs proposeront des cours variés pour enfants, adultes et aînés, auxquels vous pourrez vous inscrire dès le samedi 25 août, bien que la date ne soit pas encore officiellement confirmée. En voici quelques exemples : du yoga et de la méditation, du dessin, de la danse, du chant, des langues autres que le français, de la photo numérique, du conditionnement physique, des « sports libres » (non dirigés) comme le badminton, le soccer, le volleyball et la pétanque d'intérieur.

#### Automne 2018 : s'inscrire

Vous pourrez vous inscrire à un cours ou à un sport libre de trois façons : en ligne, sur place et par téléphone.

En ligne : au [www.loisirsdufaubourg.com](http://www.loisirsdufaubourg.com) à partir du samedi 25 août, 10 h.

Sur place : au Centre communautaire Lucien-Borne, 100, chemin Sainte-Foy, à partir du samedi 25 août, 10 h.

Par téléphone : au 418-691-3637, poste 1, à partir du mercredi 29 août, 10 h.

Pour confirmer une inscription en ligne ou par téléphone, il est nécessaire de payer par carte de crédit.

#### Où aller se baigner alors ?

L'arrondissement La Cité-Limoilou compte quelques autres piscines intérieures publiques. Les voici :

Centre communautaire Ferland, 1600, 8e Avenue (418 641-6116)

Piscine Jules -Dallaire, patro Roc-Amadour, 2301, 1ère Avenue (418 529-4996)

Piscine Wilfrid-Hamel, 155, rue Bigaouette (418 641-6259)

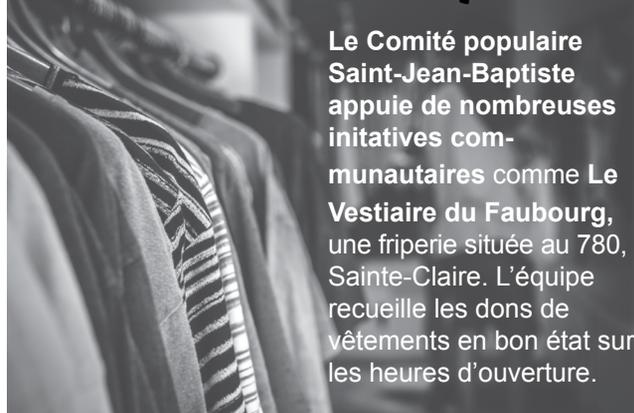
YWCA Québec, 855, avenue Holland (418 683-2155)

Piscine A. Couture, 41, rue Sainte-Famille (418-694-1020)

La baignade est gratuite à Ferland, au patro, dans le Vieux-Québec et à Wilfrid-Hamel. Au YWCA, il faut payer.

À ces piscines, on pourrait ajouter celles des grands hôtels (le Hilton et le Delta), mais là encore, il faut payer.

### Une force dans le quartier



Le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste appuie de nombreuses initiatives communautaires comme Le Vestiaire du Faubourg, une friperie située au 780, Sainte-Claire. L'équipe recueille les dons de vêtements en bon état sur les heures d'ouverture.

### Lancement de programmation pour les « Rendez-vous classiques »

Par Yves Gauthier



De gauche à droite : Dominic Spence, directeur général Arquemuse, Jean-Michel Dubé, pianiste, Rosemarie Duval Laplante, pianiste, Nicolas Ellis, patron d'honneur et Yves Gauthier, directeur artistique

Le 6 juin dernier, à la salle de concert Arquemuse, l'équipe des « Rendez-vous classiques » a procédé au dévoilement de sa programmation 2018-2019. C'est sous le patronage d'honneur du chef d'orchestre Nicolas Ellis que cette cinquième saison se déroulera.

Il est à noter que le Comité populaire Saint-Jean-Baptiste offrira un concert gratuit le dimanche 28 octobre à l'Arquemuse (Centre culture et environnement Frédéric-Back) pour souligner le début de ses activités communautaires.

Pour plus d'informations : [facebook.com/RendezVousClassiques/](https://facebook.com/RendezVousClassiques/)

— Annoncez-vous dans —

# L'INFO BOURG

75\$ pour une carte d'affaires

vue par

# 5000

personnes dans le quartier

pour infos 418-522-0454

### SOLUTION MOTS CROISÉS

1	S	T	R	U	T	C	E	T	U	R	A	N	T	E	U	N	I
2	R	A	P	E	R	I	O	N	T	A	N	S	A	N	T	E	I
3	C	I	V	I	R	A	N	D	L	E	X	T	E	C	O	U	R
4	I	M	P	E	P	A	I	N	T	A	N	S	A	N	T	E	I
5	E	W	A	Y	U	R	P	A	I	N	T	A	N	S	A	N	T
6	T	E	A	Y	U	R	P	A	I	N	T	A	N	S	A	N	T
7	T	E	A	Y	U	R	P	A	I	N	T	A	N	S	A	N	T
8	C	I	V	I	R	A	N	D	L	E	X	T	E	C	O	U	R
9	V	I	B	A	R	A	P	E	T	E	S	C	O	U	R	A	G
10	I	R	A	V	A	N	C	E	T	E	S	C	O	U	R	A	G
11	L	E	A	L	A	V	A	N	C	E	T	E	S	C	O	U	R
12	L	E	A	L	A	V	A	N	C	E	T	E	S	C	O	U	R
13	L	E	A	L	A	V	A	N	C	E	T	E	S	C	O	U	R

# Données statistiques, logement et mobilisation à l'ordre du jour

Par Vincent Baillargeon



Les marcheurs et marcheuses le 1er juin dernier, lors de leur arrivée devant l'Assemblée nationale suite à une marche de six kilomètres.

Les ménages locataires de Saint-Jean-Baptiste se sont mobilisés à plusieurs reprises lors des actions et mobilisations des dernières années, et se sont d'ailleurs fait entendre très récemment dans le quartier et dans la ville de Québec. De plus, avec les nouvelles données du recensement 2016 qui sont maintenant disponibles, nous pouvons être à même de voir si la mobilisation et la relance économique ont donné des résultats intéressants pour les ménages locataires de Québec, et plus spécifiquement du quartier Saint-Jean-Baptiste.

Le 1er juin dernier, 150 personnes ont parcouru les 6 km séparant l'Université Laval de l'Assemblée nationale, une avant-première de la grande marche pour le droit au logement que le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) organise en septembre prochain, entre Ottawa et Québec. Les groupes logements membres du FRAPRU ont profité de l'occasion pour mettre de l'avant la réalité des ménages locataires de la ville. Pour la ville de Québec, 14 895 ménages locataires consacrent plus de 50 % de leur revenu pour ce loyer. Ce chiffre monte à 36 695 ménages quand on parle de 30 % des revenus. En d'autres mots, 31,3 % des ménages locataires font un effort financier trop grand pour se loger. Pour la ville de Québec, l'augmentation du revenu médian\* et du loyer médian\*\* est sensiblement la même (voir le tableau 1). Notons que l'indice des prix à la consommation était de 8,6 % pour la même période.

Tableau 1 (ville de Québec)

Ville de Québec	Revenu médian (\$)	Loyer médian (\$)
2011	34 099 \$	655 \$
2016	39 099 \$	744 \$
Augmentation (%)	15,60 %	13,59 %

Ces données proviennent de commandes spéciales du FRAPRU à Statistique Canada.

## Et Saint-Jean-Baptiste dans tout cela ?

En analysant les différentes données disponibles, on voit que la situation des ménages locataires semble avoir progressé pour le mieux. Par exemple pour le quartier Saint-Jean-Baptiste, le revenu médian a augmenté de 16,3 %, alors que le loyer médian a augmenté de 10,8 %, ce qui peut laisser présager de bonnes choses pour le pouvoir d'achat des locataires. Cependant, nul besoin de regarder en profondeur pour voir que la situation est loin d'être réglée. Notons que le nombre de ménages locataires est sensiblement resté le même, c'est-à-dire que trois ménages sur quatre sont locataires dans le quartier. De ces ménages locataires, 36,6 % payent 30 % et plus de leur revenu pour se loger. Bien que cela marque une petite amélioration par rapport à 2011, c'est un pourcentage plus élevé que la moyenne des quartiers de la ville de Québec et du Québec en général.

Aussi, le parc de logement locatif vieillit de plus en plus. En effet, 58,6 % des logements ont été construits avant 1961. De plus, très peu de nouveaux logements sociaux sont livrés. À titre d'exemple seulement 178 nouvelles unités de logement social se sont réalisées à Québec l'an passé et rien pour le quartier.

## Ménages locataires dont le principal soutien financier est une femme (Saint-Jean-Baptiste)

Le 16 mai dernier, un atelier de discussion a permis aux femmes locataires de s'exprimer sur leurs problématiques en tant que mal-logées. Au niveau statistique et monétaire, la situation des ménages locataires qui ont comme principal soutien financier une femme semble s'être améliorée dans le quartier entre 2011 et 2016 (bien qu'il est difficile de dire à l'heure actuelle s'il s'agit d'une véritable amélioration ou si certaines femmes ont tout simplement quitté le quartier). En effet, le nombre de ces

ménages qui payent plus de 30 % de leur revenu a fortement diminué passant de 1 065 en 2011 à 860 en 2016. Par contre, pour ce qui est de l'égalité des revenus, il y a encore une différence entre hommes et femmes. Le revenu médian des ménages locataires dont le principal soutien financier est un homme se situe à 39 637 \$ et pour la même situation chez les femmes, il se situe à 36 377 \$.

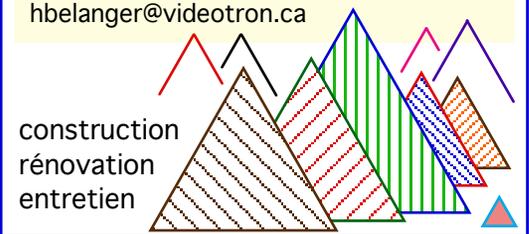
## Historique et mobilisations (province de Québec)

Globalement, au Québec, dans les 35 dernières années, on constate que, malgré une certaine augmentation de la qualité de vie des locataires entre 2011 et 2016, la situation s'est dégradée. Entre 1980 et 2015, leur revenu médian n'a progressé que de 153,6 %, alors que le loyer médian a augmenté de 188,3 %. À long terme, on est en droit de s'inquiéter de la capacité des ménages locataires à faible ou modeste revenu de demeurer dans leur quartier pour faire place à des gens plus aisés. Dans tous les cas, la lutte pour le droit au logement est loin d'être gagnée. Rappelons que des militants et militantes se réuniront sous la bannière « De villes en villages pour le droit au logement », pour une longue marche qui partira d'Ottawa le 2 septembre et arrivera à Québec le 29 septembre. Un rassemblement est d'ailleurs déjà prévu pour accueillir les marcheuses et les marcheurs sur les plaines d'Abraham, avant une grande manifestation de clôture qui se rendra à l'Assemblée nationale.

\* Le revenu médian signifie que la moitié des ménages gagnent au-dessus de ce chiffre, et l'autre moitié, en-dessous.

\*\* Le loyer médian correspond au loyer qui se situe à mi-chemin entre le loyer le plus bas et le loyer le plus élevé du marché.

Henri Bélanger, architecte OAQ  
855 Claire-Fontaine, Québec Qc G1R 3A8  
648-9490 cell. 563-2944  
hbelanger@videotron.ca



## Succombez à notre menu — DÉCOUVERTES D'ÉTÉ!



P I A  
Z Z E  
T T A

lapiazzetta.ca | 707, rue Saint-Jean | Québec | 418.529.7489

La pizza fine

DE VILLES EN VILLAGES POUR LE DROIT AU LOGEMENT

# MANIFESTATION DE CLÔTURE À QUÉBEC



LE 29  
SEPTEMBRE  
2018

**SUR LES PLAINES D'ABRAHAM**

INTERSECTION GRANDE-ALLÉE / AVENUE DU PARC

**12H30: RASSEMBLEMENT ET ACCUEIL DE LA MARCHE**

**13H30: DÉPART DE LA MANIFESTATION**



[FRAPRU.QC.CA](http://FRAPRU.QC.CA)